

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 257
18 janvier 1987

MOYEN-ORIENT
Le soulèvement
palestinien

FRANCE
Communistes
rénovateurs
Interview
d'Alain Amicabile

AFRIQUE DU SUD
Affrontements
au Natal

GUATEMALA
Les communautés
d'Ixcan



URSS
La perestroïka
va au chagrin

15 FF-4 FS-85FB

*"La tradition
révolutionnaire
ne s'est pas perdue"*



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Editée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 257 DU 18 JANVIER 1988

- 3 MOYEN-ORIENT
Le soulèvement palestinien
Salah JABER
- 6 GUATEMALA
Les communautés de l'ixcan
Anemle DEMEDT
- 8 MALAISIE
Protestations contre le coup de force policier
Barbara WENTWORTH
- 10 URSS
La perestroïka va au chagrin
DOCUMENTS



- 12 POLOGNE : Déclaration de Solidarité après le référendum ; URSS : Tito à Moscou ! ; TCHECOSLOVAQUIE : Lettre du VONS à Duarte ; CHILI : L'Eglise divisée face à Pinochet.
- 14 FRANCE
"La tradition révolutionnaire ne s'est pas perdue"
Interview d'*Alain AMICABILE*
- 24 AFRIQUE DU SUD
La conférence d'Arusha
Weekly Mail
- Les affrontements au Natal
Nathan PALMER
- Les spécificités du KwaZulu
Nathan PALMER

Voici le premier numéro de 1988

Et nous vous rappelons nos tarifs pour la nouvelle année

- Prix de vente à l'unité : 15 francs
- Abonnement tous pays (voie de surface) : 140 francs pour six mois ; 280 francs pour un an
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient) : 155 francs pour six mois ; 310 francs pour un an
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) : 180 francs pour six mois ; 360 francs pour un an
- Abonnement avion (Asie) : 195 francs pour six mois, 390 francs pour un an
- Pli fermé :
France : 200 francs pour six mois, 405 francs pour un an
Autres pays (voie de surface) : 215 francs pour six mois, 430 francs pour un an
- Pli fermé par avion, nous écrire.

✂

**ABONNEMENT
25 NUMEROS PAR AN**

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Le soulèvement palestinien

L'ANNEE 1987 était celle d'un double anniversaire au Proche-Orient, celui des deux étapes principales de la mainmise sioniste sur le territoire palestinien : 1947 et 1967 (1).

Les Palestiniens ne l'ont pas laissé s'achever sans marquer le coup : depuis le 9 décembre dernier, se déroule le soulèvement populaire le plus ample - en étendue et en durée - qu'a connu le territoire de la Palestine depuis la création de l'Etat d'Israël. Peu importe quelle a été la goutte qui a fait déborder le vase, il était plein depuis longtemps.

Salah JABER

QUARANTE ANS se sont écoulés depuis l'adoption par l'ONU, le 29 novembre 1947, de son plan de partition inique, qui donna le signal de la guerre d'annexion par laquelle les bandes armées sionistes s'emparèrent au total, en 1948, de 80% du territoire de la Palestine de l'ex-mandat britannique (le plan de l'ONU leur en accordait 55%). Un territoire dont les Juifs ne possédaient, en 1947, que 6% de la superficie et dont ils ne constituaient que le tiers de la population totale, soit 630 000 habitants sur près de deux millions. Au lendemain de la guerre de fondation de l'Etat d'Israël, en décembre 1949, il n'y avait plus sur les 80% de territoire usurpés que 160 000 Arabes palestiniens contre plus d'un million de Juifs : expulsion massive des Arabes, immigration massive des Juifs au nom de "droits bibliques", tels sont les deux fondements de l'entreprise coloniale sioniste.

1967 : création des "territoires occupés"

En juin 1967, l'usurpation sioniste du territoire palestinien était parachevée avec l'occupation par l'armée israélienne de la Cisjordanie et du secteur de Gaza, auxquels s'ajoutaient le plateau syrien du Golan et le désert égyptien du Sinaï. Parmi ces territoires, seul le Sinaï sera évacué par Israël en 1982. Jérusalem-Est sera officiellement annexée, pour des raisons "bibliques", dès 1967 et le Golan, pour des raisons de "sécurité", en 1981. Le reste de la Cisjordanie, ainsi que le secteur de Gaza, garderont, jusqu'à ce jour, le statut officiel de territoires occupés, et pour cause : contrairement au Golan, dont la très grande majorité de la population (plus de 150 000 avant juin 1967) avait dû fuir pendant la guerre des six jours, sans pouvoir y retourner par la suite, et où les colons juifs sont au-

jourd'hui plus nombreux que les autochtones, ces territoires restent peuplés d'un nombre d'Arabes dont l'accession à la citoyenneté israélienne, corollaire d'une annexion formelle, bouleverserait profondément la composition ethnique et politique de la société israélienne et serait contradictoire avec l'essence même du sionisme. A terme, la nature même de l'Etat d'Israël en tant qu'"Etat juif" serait mise en péril, du fait de la différence entre le taux de croissance de la population juive et celui, bien supérieur, de la population arabe. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le mouvement sioniste accorde une telle importance à l'émigration des Juifs d'URSS, unique source présente d'une candidature massive à l'immigration en Israël et, partant, seul moyen disponible de compenser la natalité relativement faible des Juifs israéliens. Israël manque, non pas de main-d'œuvre, mais de chair à canon.

Au lendemain de la guerre de Juin, l'Etat sioniste se retrouvait déjà avec près de 1 400 000 Arabes sous son contrôle - dont près d'un million en Cisjordanie et à Gaza - contre près de 2 400 000 Juifs.

L'exode palestinien, cette fois-là, bien que massif, n'avait pas été proportionnellement aussi important qu'en 1948, quand la grande majorité (80%) des Arabes palestiniens avait fui les territoires usurpés. Même si depuis 1967, et de façon croissante, la majorité de l'ensemble des Palestiniens réside en dehors des frontières de la Palestine de l'ex-mandat britannique - contre un quart seulement au début des années cinquante et près de 35% à la veille de la guerre de Juin - il reste que c'est moins du tiers des résidents de la Cisjordanie et de Gaza qui fut ces territoires en 1967. La raison n'en était pas que l'invasion de 1967 avait été plus "douce" que la précédente, encore qu'elle ne donna pas lieu à des massacres collectifs délibérés tels que celui perpétré par les terroristes sionistes de l'Irgoun, à Deir Yassine, en 1948. La

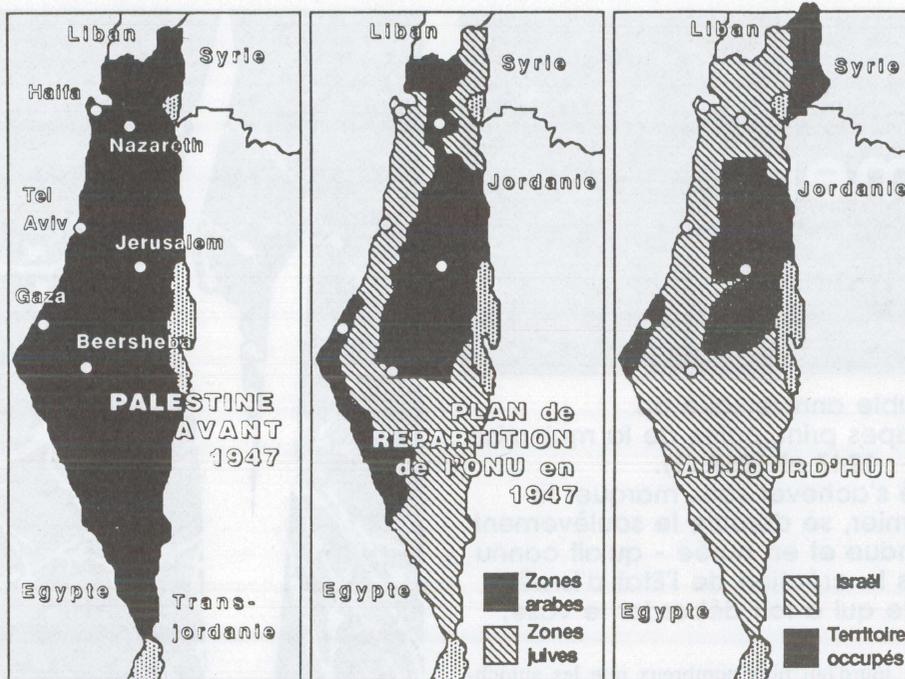


moindre proportion de l'exode de 1967 était due à plusieurs raisons combinées : pour deux-tiers, l'exode de 1948 s'était effectué d'une partie du territoire palestinien vers une autre ; ce n'était plus possible en 1967, l'ensemble de la Palestine étant alors occupé. Ensuite, la grande majorité des réfugiés de 1948 avait cru quitter temporairement son lieu de résidence ; la leçon était claire en 1967. Le fait que les Arabes restés sous domination israélienne en 1948 n'avaient pas été massacrés, bien que brimés, était également un facteur important. Enfin, la misère dans laquelle vivaient les réfugiés de 1948 ne pouvait qu'inciter les autochtones de Cisjordanie et de Gaza à se cramponner à leurs habitations et à leurs moyens d'existence. Ce sont d'ailleurs les réfugiés de 1948 qui fourniront le gros des réfugiés de 1967, ceux qui ne laissent rien d'enviable derrière eux, deux fois déplacés, deux fois réfugiés.

Une bombe à retardement

En conséquence, l'Etat sioniste, en s'emparant des 20% restants du territoire de la Palestine, prenait sous son contrôle près de 40% des Palestiniens, s'ajoutant à ceux qui étaient déjà sous sa juridiction. C'était la faille principale du projet expansionniste sioniste, une véritable bombe à retardement que les gouvernements successifs d'Israël ne réussirent pas à désarmer, et dont la puissance explosive augmente avec le temps. Aujourd'hui, selon les chiffres israéliens, 2 125 000 Arabes vivent sous juridiction sioniste (dont les deux-tiers en Cisjordanie et à Gaza), contre 3 590 000 Juifs, soit un rapport de 37/63. Les projections

1) Voir l'éditorial d'Inprecor 244 du 8 juin 1987.



des Israéliens eux-mêmes prévoient, au rythme de croissance actuel, que ce rapport sera de 45/55 en l'an 2 000, c'est-à-dire dans douze ans !

C'est dire toute l'inquiétude des sionistes "éclairés" (épithète plus appropriée que celle de "modérés"). Il n'est qu'à entendre leur chef de file, le travailliste Pères, s'écrier avec des frissons dans le dos, le 30 décembre dernier, que "dans douze ans, les Arabes de Gaza seront un million et la densité démographique y sera plus forte qu'à Hong-Kong", et se lamenter sur le fait qu'aujourd'hui, "sur cent enfants qui naissent entre le Jourdain et la Méditerranée, cinquante sont arabes et cinquante sont juifs, et personne n'arrêtera ce phénomène".

Tel est le dilemme fondamental du sionisme : la contradiction entre ses ambitions territoriales expansionnistes et son projet raciste d'Etat "juif". Celui-ci est, bien sûr, le principe majeur : "préserver le caractère juif d'Israël", comme dit Pères, est le souci prioritaire commun de tous les sionistes. Comment donc concilier ce souci avec les données démographiques exposées ci-dessus ? C'est un débat vieux de vingt ans en Israël. Quatre réponses différentes à cette question peuvent être discernées parmi les sionistes.

Les difficultés d'une solution "apartheid"

Il y a d'abord celle des extrémistes les plus imbéciles ou les plus francs, tels le rabin fasciste Meir Kahane, chef du parti Kach, qui se bat pour un Israël "Arabenrein" (comme les nazis voulaient une Allemagne "Judenrein" "sans Juifs") et qui, faute de pouvoir expulser les Arabes manu militari, offre visa, billet d'avion et aide financière à tout candidat arabe au départ. Ou encore ce général qui, il y a quelques mois, rendait le terme "transfert" célèbre en Israël, en propo-

sant la déportation massive des Palestiniens hors du "Grand Israël".

Il y a ensuite ceux qui, tout en proclamant leur attachement indéfectible au même "Grand Israël", et en particulier à la Judée et à la Samarie (noms bibliques des contrées de Cisjordanie), sont conscients du fait que le "transfert" est aujourd'hui impraticable. Ils savent que l'extrême dépendance d'Israël envers les Etats-Unis rend une expulsion massive des Palestiniens de leurs territoires tout à fait impossible dans les circonstances actuelles (2). Mais ils préfèrent néanmoins conserver lesdits territoires, quitte à maintenir indéfiniment l'apartheid qui a pris forme, depuis plusieurs années, sous l'égide des sionistes. C'est l'avis de la droite et d'une partie de l'extrême-droite sionistes qu'exprimait récemment la dirigeante du parti Tehiya, Guéoula Cohen, dans une interview à l'hebdomadaire américain *Newsweek* (du 31 août 1987) : "Je préfère garder le million et quelques d'Arabes ici, où ils sont sous notre contrôle, en dépit de tous les problèmes. A présent, l'idée d'un transfert massif de population me semble impossible, bien que non immorale. C'est l'idée la plus morale du monde".

Cependant, ce "réalisme" de la droite sioniste laisse entier le dilemme décrit ci-dessus. Elle ne saurait arguer du fait qu'au pays d'origine de l'apartheid, 5 millions de Blancs contrôlent six fois plus de Noirs. La puissance de l'environnement arabe d'Israël et l'étroitesse du territoire palestinien sont des éléments majeurs de la différence qualitative avec l'Afrique du Sud. C'est pourquoi, de fait, la droite sioniste envisage de juguler le péril démographique par l'expulsion "rampante" d'une masse importante de Palestiniens, même si elle ne l'avoue pas toujours ouvertement. Déjà au 30ème congrès du mouvement sioniste, en décembre 1982, Menahem Begin rétorquait à l'argument démographique de Pères en

déclarant que les statisticiens s'étaient souvent trompés dans leurs prévisions en ne tenant pas compte de l'émigration croissante des Palestiniens ! L'aggravation, ces dernières années, de la répression, des brimades et des provocations à l'égard des Palestiniens des territoires occupés en 1967, ont précisément pour objectif de les inciter au départ "volontaire".

Les sionistes éclairés considèrent, quant à eux, qu'il s'agit là d'une option aussi bien illusoire qu'impossible, tout autant que le "transfert" pur et simple. Illusoire, parce que rien n'indique que l'émigration des Palestiniens de leurs territoires soit en voie de compenser leur natalité. Bien au contraire, la fermeture des débouchés traditionnels de leur émigration - notamment les pays pétroliers du Golfe arabo-persique frappés par la chute brutale de leur pouvoir d'achat -, de même que la fermeté de leur résolution politique et le spectacle des malheurs subis par les réfugiés au Liban, dernier pays où ils jouissaient d'une certaine autonomie, sont autant de facteurs qui courent à enraciner solidement les Palestiniens dans le sol de leur patrie. Ils ne la quitteront massivement que s'ils en sont délogés par la force, de telle sorte que leur départ ne pourrait apparaître comme "volontaire". L'impossibilité du "transfert" se retrouve ici : lorsque Pères, avec son air de faux jeton, explique qu'Israël ne saurait perdre son âme "démocratique" (sic), il veut dire par là qu'une telle détérioration de son image de marque risquerait d'être fatale pour l'Etat sioniste au regard de sa dépendance extérieure, aussi bien envers son tuteur américain qu'envers la "diaspora".

Les propositions de Pères

Pères propose donc, tout bonnement, de garder le contrôle des territoires, tout en confiant aux Jordaniens le soin d'en contrôler la population ! Selon le plan travailliste, élaboré par Ygal Allon dans les années soixante-dix, Israël maintiendrait en Cisjordanie, où près de 55 000 Israéliens se sont établis jusqu'à présent, un cordon de colonies stratégiques et de bases militaires, notamment le long de la vallée du Jourdain considérée comme frontière de "sécurité" intangible de l'Etat sioniste. L'armée israélienne se retirerait des zones de peuplement arabe dense du territoire, tout en se réservant le droit de contrôler leur démilitarisation. L'administration civile et le maintien de l'ordre policier seraient confiés au roi Hussein, dans le cadre d'un règlement résultant

2) Rien que la décision de bannir neuf "meneurs" palestiniens a valu à Israël une forte réprobation (ainsi qu'un vote contre à l'ONU) de la part de son tuteur américain, soucieux de calmer le jeu au Moyen-Orient. Une déportation massive des Palestiniens aurait pour conséquence immédiate d'embraser l'ensemble de la région - c'est-à-dire une véritable catastrophe pour Washington. Signalons, par ailleurs, que la condamnation internationale du bannissement des neuf, alors qu'il s'agit d'une pratique ancienne et presque constante des gouvernements israéliens, montre à quel point les droits ne simposent que par la lutte. Jamais les droits des Palestiniens n'ont été aussi évidents aux yeux du monde entier, que depuis le soulèvement en cours.

d'une "conférence internationale" qui, dans l'esprit de Pérès, serait une sorte de Camp David bis, avec la Jordanie cette fois-ci.

Devant les réticences de l'opinion publique israélienne face au plan de son parti, et la surenchère sioniste du Likoud au sujet de la "Judée-Samarie", Pérès a réemment choisi de scinder le problème en centrant sa campagne sur le sort de Gaza. Il lui semble plus facile de gagner une majorité sur la question de ce dernier territoire, et ce pour plusieurs raisons : il n'est pas l'objet du même attachement "biblique" sioniste que la Cisjordanie ; il s'agit d'un territoire exigu (360 km²) qui, de surcroît, est fortement peuplé (600 000 habitants) avec une solide réputation d'indocilité ; moins de 2 000 Israéliens y sont établis ; enfin, et surtout, au delà de Gaza court cette immense zone tampon qu'est le Sinaï, restitué à l'Egypte à condition d'être démilitarisé sous contrôle américain. Dès le début de décembre dernier, avant même que ne se déploie le soulèvement palestinien en cours dont Gaza est le bastion principal, Pérès avait entamé sa campagne sur le sort de ce territoire. Il est revenu à la charge, fin décembre, dès que la révolte palestinienne semblait s'être calmée. Ses propositions pour Gaza sont identiques à celles concernant la Cisjordanie, à la différence près qu'il n'y est pas prévu de rôle pour les colonies dont l'effectif actuel est négligeable.

L'impasse des conférences internationale

"Pérès propose la création d'un *bantoustan*", a protesté ingénument Yasser Arafat, le chef de l'OLP et de sa fraction droitière hégémonique. Comme s'il pouvait s'attendre que d'une conférence internationale pour un "règlement" négocié de la question palestinienne, dans l'optique d'une "confédération" jordano-palestinienne - c'est-à-dire dans le cadre du programme adopté officiellement par l'OLP depuis 1983, et reconfirmé l'année dernière -, il puisse sortir autre chose. Comme s'il n'était pas évident que, *outre le caractère tout à fait illusoire d'une prétention à l'indépendance dans un mini-Etat entièrement pris dans l'étau israélien, avec le dos à la Jordanie d'un côté (Cisjordanie), et à la mer et au désert de l'autre (Gaza), avec Israël interposé entre les deux composantes - il est strictement impossible que cet objectif soit atteint par un retrait consenti (négocié) de l'armée israélienne des territoires occupés en 1967. Dans l'hypothèse la plus "optimiste", l'Etat sioniste consentirait à un retrait très partiel de la Cisjordanie - dont il s'est déjà "approprié" près de la moitié des terres - et de Gaza, assorti de conditions draconiennes qui feraient de ces territoires rien de plus que des bantoustans, et cela, au prix d'une capitulation po-*

litique totale des Etats arabes, à la Sa-date" (3).

En fait, aucune autodétermination partielle - en Cisjordanie et à Gaza - des Palestiniens ne saurait être réelle, à moins d'un retrait israélien inconditionnel de ces territoires. Or, une telle issue ne résultera jamais d'une conférence internationale dans le cadre des rapports de force actuels. Il faudrait pour y parvenir la combinaison d'une pression insupportable des Palestiniens sur les forces d'occupation, d'un soutien arabe ferme à leur lutte, d'une forte pression internationale sur le gouvernement sioniste et d'un puissant mouvement favorable au retrait inconditionnel en Israël même. Si, aujourd'hui, les partisans, anti-sionistes et "colombes" sionistes, d'une telle issue sont très minoritaires parmi les Juifs israéliens - seuls deux mille manifestants avaient répondu à l'appel du mouvement "La paix maintenant", le 26 décembre dernier - la concrétisation des trois autres conditions citées ci-dessus ne pourrait que renforcer leurs arguments. Il faudrait pour cela que réponde à la détermination manifestée par les masses palestiniennes révoltées une direction non moins déterminée, rejetant les divers projets de conférence internationale devant décider du sort des Palestiniens, que ces projets soient américain ou soviétique, arabe ou israélien ; ou une direction qui revendique sans ambages le retrait total et inconditionnel de l'armée sioniste des territoires occupés en 1967. Il faudrait également que soit levée l'hypothèse jordannienne qui pèse sur les Palestiniens, afin que leur autodétermination partielle puisse être réelle, notamment en Cisjordanie. Ceci ne signifie pas seulement qu'il faudrait balayer les propositions soumettant le sort des Palestiniens à la tutelle du roi Hussein, y compris la fameuse "confédération". (C'est d'ailleurs la volonté de ne pas rompre les ponts définitivement avec ce dernier qui explique la grande réticence d'Arafat à proclamer le "gouvernement palestinien en exil" dont il a été beaucoup question récemment). Cela signifie également qu'il faudrait compléter la lutte des Palestiniens de Palestine par celle des Palestiniens de Jordanie, où ils sont largement majoritaires, lutte combinée avec celle

des forces progressistes et des masses travailleuses jordaniennes, pour un renversement de la monarchie hachémite, qui n'a pas moins de sang palestinien sur les mains que ses compères sionistes.

L'expansion du courant intégriste

Le soulèvement en cours des Palestiniens en Palestine même crée les conditions objectives de l'émergence d'une direction radicale, précisément dans la mesure où, comme tout le monde s'accorde pour le reconnaître, le mouvement est largement spontané. En fait, devant l'impasse durable à laquelle ont abouti les capitulations successives de la direction de l'OLP et le discrédit politique général des autres fractions de la Résistance palestinienne à l'extérieur, le phénomène marquant des dernières années a été le développement des expressions spontanées de la lutte palestinienne. Elles constituent la grande majorité des 3 150 "incidents violents" (du jet de pierre à l'attaque armée) quasi quotidiens recensés, entre avril 1986 et mai 1987, par le sociologue israélien Meron Benvenisti. Même si, faute d'une alternative crédible, les masses palestiniennes continuent à soutenir en majorité la direction de l'OLP, leur nouvelle génération est d'ores et déjà radicalisée par l'expérience du soulèvement en cours. Il reste à espérer qu'une direction de gauche pourra émerger de cette radicalisation, faute de quoi le risque est grand que ce soit le courant intégriste islamique qui en profite seul. Celui-ci est déjà en forte expansion parmi les Palestiniens, et notamment à Gaza. Or, ce serait là un départ vers une nouvelle impasse, encore plus tragique et plus néfaste que celle sur laquelle a débouché la politique de la direction de l'OLP.

Rappelons enfin que, par delà les autodéterminations partielles dont il a été question, l'autodétermination véritable du peuple palestinien dans son ensemble passe inévitablement par la destruction de l'Etat sioniste et l'abolition de toute discrimination et de toute restriction à l'installation et au déplacement des Palestiniens sur le territoire de leur patrie historique. Après tout, pour ne donner qu'un exemple, 60% des habitants de Gaza sont des réfugiés... de 1948 ! Cette dernière perspective est inconcevable en dehors d'une solution prolétarienne internationale, dont les conditions sont encore loin d'être réunies à l'échelle régionale et locale. La tâche de ceux qui luttent pour cette solution n'en est que plus considérable. Puissent-ils trouver dans le soulèvement palestinien un puissant catalyseur de leur action. ■

7 janvier 1988

3) Rapport approuvé par le SU publié dans *Quatrième Internationale*, numéro 21, septembre 1986.



Les communautés de l'Ixcán

ANEMIE DEMEDT, militante du Parti ouvrier socialiste (POS), la section belge de la IV^e Internationale, a passé 10 semaines l'été dernier dans les communautés de l'Ixcán, au Guatemala.

naît une saison des pluies qui dure de 6 à 7 mois. Aucune route, et les sentiers étroits de la forêt ne permettent pas le passage de deux personnes de front. Les communautés en résistance savent tirer parti de ces caractéristiques : les Indiens connaissent parfaitement le terrain et s'évanouissent dans la forêt à la première alarme, et l'inexistence de routes ou de larges chemins empêche l'armée d'utiliser des blindés.

Les villages sont complètement dissimulés sous les arbres, les habitations elles-mêmes sont faites de végétaux. Ce qui peut s'apercevoir du ciel, ce sont les gens, leurs vêtements, la fumée ou les champs. Ces derniers peuvent avoir la taille d'un terrain de football et pour éviter que les hélicoptères ne puissent s'y poser, les paysans laissent des arbres abattus joncher le sol.

Survivre malgré la guerre

Les Indiens cultivent surtout le maïs, le haricot, du manioc, des tomates, des oignons, des patates douces, des pastèques,... Actuellement, les gens sont capables de vivre en autarcie, depuis deux ans la faim n'existe plus, mais leur nourriture est très faible en protéines.

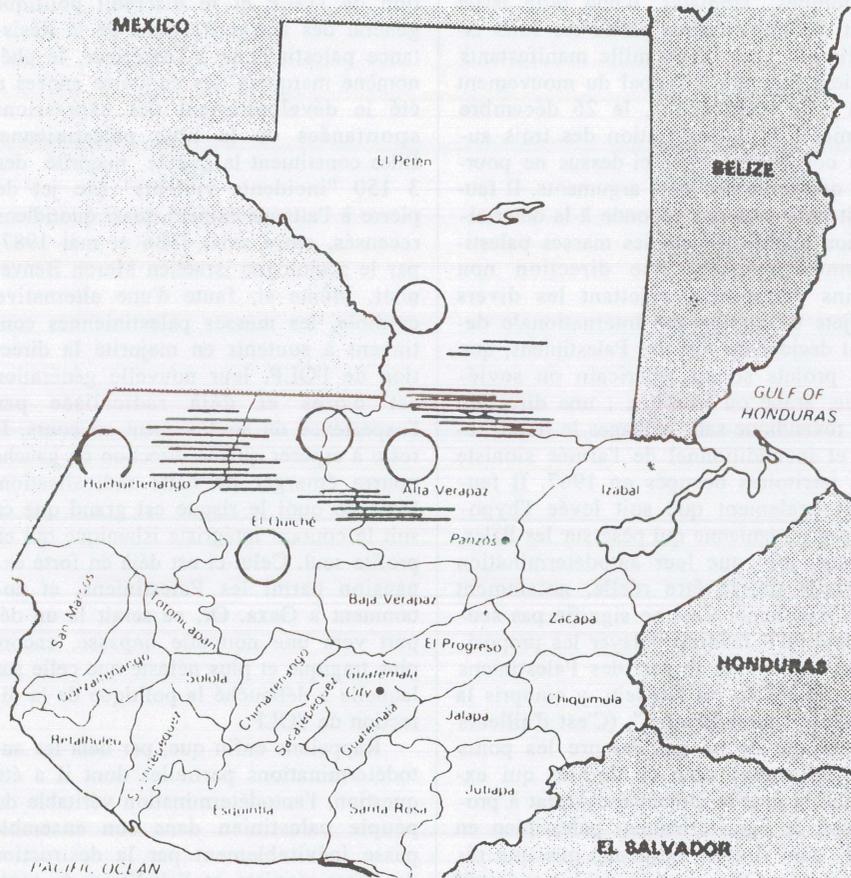
Pendant le travail de la terre, une partie des paysans monte la garde à partir de points d'observation. Tous les jours, vers cinq heures de l'après-midi, le dirigeant du village, élu par l'assemblée villageoise, claque des mains pour appeler les habitants, surtout les femmes : c'est le moment de la répartition de l'aide extérieure (savon, vêtements, médicaments,...) qui se fait devant tout le monde pour éviter les privilèges.

Les attaques aériennes de l'armée sont fréquentes. Plus rarement, il y a d'importantes opérations terrestres. Les communautés ont mis au point un système de défense. Aux quatre points cardinaux, des postes d'observations sont installés aux endroits les plus élevés. La vigilance se fait de jour, pas de nuit. Parfois un seul poste d'observation suffit : cela dépend de la configuration du terrain, de l'emplacement du village. Deux fois par jour, il y a une ronde sur un périmètre de 500m autour du village.

Les incursions terrestres peuvent venir de l'armée ou des patrouilles civiles de reconnaissance. En effet l'armée oblige les villageois à constituer des patrouilles dites d'autodéfense et de reconnaissance dans les villages sous son contrôle. C'est évidemment un moyen très efficace de contrôle de la population.

L'Ixcán est encerclé par un cordon de casernes, cinq en tout. A côté de ces casernes, se trouvent les villages "modèles" encore appelés "pôles de développement" par le régime. C'est là que sont organisées les patrouilles civiles.

L'Ixcán est une cuvette de 50 km sur 50. Deux ou trois fois par semaine, les villages en résistance effectuent une reconnaissance approfondie. Les villageois s'enfoncent dans la forêt en direction des zones d'où peut partir une attaque. Chaque



Pôles de développement ○ Communautés en résistance ≡

Anemie DEMEDT

LES COMMUNAUTÉS de Ixcán regroupent plusieurs dizaines de milliers d'Indiens. Ces communautés s'appellent "villages en résistance". Cette région est l'une des quatre où existe ce type de regroupement. Une communauté est composée de 15 à 20 familles, donc de 100 personnes au moins. Ces populations ont été expulsées de leurs terres par l'armée en 1981-82. Elles ont deux préoccupations essentielles : produire suffisamment de nourriture et assurer la sécurité de la communauté.

Ces communautés sont passées d'une existence quasi nomade, à la sédentarisation en villages ayant leurs propres structures politiques et leurs moyens de communication. La propriété, le travail agri-

cole et la répartition de la nourriture sont collectifs. Chaque famille reçoit ce dont elle a besoin en fonction des possibilités. Les circonstances matérielles poussent à cette collectivisation : vu les conditions de répression, il serait par exemple éminemment dangereux d'aller travailler sa terre seul. Ces populations vivent en effet sous la menace permanente des incursions de l'armée et des bombardements.

Une vigilance de tous les instants

Tous les déplacements et travaux s'effectuent en silence : les Indiens communiquent alors par claquements des mains. La végétation est très dense dans cette région de forêt tropicale humide où on con-

village dispose de 2 courriers, élément très important sur le plan de la défense et des liaisons entre communautés. Ce système de courrier, souvent des enfants, permet au comité central de l'Ixcán, élu par l'assemblée populaire, d'être informé jour après jour, sur l'état de la guerre et de la situation des différentes communautés.

Chaque communauté a son plan d'urgence, en cas d'attaque. Les gens doivent se concentrer en deux ou trois endroits. Dès le signal d'alarme, les gens ont une demi heure pour rejoindre leur point de concentration. Ces trente minutes sont mises

à profit pour cacher tout ce qui est important à une distance raisonnable du village. Chacun sait ce qu'il doit prendre et où le cacher. Pendant l'évacuation, pour s'identifier dans la végétation, on utilise des mots de passe. Si l'opération de l'armée a une certaine ampleur, la communauté peut abandonner le village pendant 2 à 3 semaines. Chacun emporte toujours avec soi, en prévision de l'attaque, un morceau de plastique pour se protéger de la pluie et pouvoir dormir ainsi qu'une musette avec de la nourriture.

Les milices populaires constituées depuis près de 2 ans maintenant sont un autre élément du système d'autodéfense. 2 à 6 personnes par communauté disposent d'armes à feu très rudimentaires.

La fonction de ces milices est de retarder au maximum l'avance des patrouilles de l'armée constituées d'environ 150 hommes au moins et, au mieux, de les dévier de leur objectif.

Se protéger en permanence

Contre les attaques aériennes, les communautés construisent des abris souterrains. Les vols de reconnaissance des hélicoptères armés de mitrailleuses sont quotidiens. Pour se protéger, les Indiens vivent constamment sous les arbres, dans l'humidité et l'obscurité. Pendant la longue saison des pluies, le village lui-même disparaît sous une couche de boue et les piqûres d'insectes généralisent la malaria. Il est difficile d'imaginer à quel point, la moindre activité domestique comme faire la lessive par exemple devient presque impossible. Il faut pouvoir profiter des rares moments de soleil pour faire sécher le linge, tout en restant constamment à côté afin de l'enlever dès qu'un hélicoptère se fait entendre. Car l'armée connaît aussi cette habitude et ils cherchent à repérer le linge dès qu'il y a du soleil pour localiser les villageois. Cela peut arriver 3 ou 4 fois par jour.

Dans chaque communauté, en principe, il y a un alphabétiseur ou une alphabétisatrice, qui sont des Indiens. Les alphabétiseurs eux-mêmes sont peu formés : ils n'ont pas nécessairement terminé leur école primaire. Les communautés font des efforts pour améliorer le niveau des formateurs, mais c'est extrêmement long. Elles



ont organisé un système de perfectionnement des formateurs au niveau de la région d'Ixcán.

Un obstacle à la participation des femmes

La formation s'effectue en espagnol ce qui est un problème car les Indiens ont leur dialecte propre. De plus, au sein d'une même communauté, sont regroupés des Indiens d'ethnies différentes. Alors la langue véhiculaire est l'espagnol. Par exemple, les Indiens de l'Ixcán proviennent de 8 ou 9 ethnies différentes qui se sont regroupées après que leurs communautés aient été démantelées par l'armée en 1981-82, et seules, deux de ces ethnies se comprennent au niveau de la langue.

Cet usage de l'espagnol comme langue véhiculaire constitue un obstacle pratique à l'émancipation des femmes. Traditionnellement plus attachées à leur foyer, elles ont peu l'occasion d'apprendre cette langue et, conséquence directe de cette situation, aucune femme n'est membre de la direction des communautés. Les organisations de pouvoir populaire sont conscientes du problème et veulent organiser des cours d'espagnol pour adultes dont bénéficieraient surtout les femmes. Mais ici encore, on retombe sur le problème du manque de formateurs.

L'organisation des communautés s'est inconstamment améliorée. Comme je l'ai dit, les premières communautés en résistance étaient quasi nomades, après la répression massive de 1981 qui a fait plus de 35 000 morts parmi les Indiens qui constituaient une base d'appui très puissante de la guérilla.

En 1982, 1983, l'armée a réinstallé de force la population indienne en mélangeant les ethnies dans les villages "modèles". Les Indiens qui ne voulaient pas s'installer dans ces villages étaient pourchassés d'où l'afflux de réfugiés vers le Mexique. C'est à partir de 1983-1984, qu'un véritable système de communautés en résistance s'instaure et à partir de 1984-1985, que les forces de la guérilla ont été en mesure de constituer un cordon de protection autour de la zone d'Ixcán, face à la ceinture de casernes de l'armée. Il y a donc un lien étroit entre le renforcement des communautés en résistance qui

sont civiles et le progrès des forces de guérilla (surtout l'EGP - Armée de guérilla des pauvres - dans cette région, ndlr). Avec le renforcement de la guérilla, le nombre des incursions terrestres de l'armée a fortement diminué. Les communautés que j'ai visitées existent depuis 1983. Mais elles n'occupent leur emplacement actuel que depuis moins d'un an.

Le 11 juin 1987, j'ai assisté à une incursion de l'armée. La précédente avait eu lieu en août 1986 et je viens d'apprendre qu'en octobre dernier, une nouvelle incursion a eu lieu. 1 200 soldats participaient à l'incursion de juin ; 5 000 à celle d'octobre.

L'opération en elle-même a duré 10 jours, moins qu'habituellement et n'a pas causé beaucoup de pertes. L'objectif de ces attaques est de détruire les récoltes et les villages abandonnés par les Indiens par mesure de sécurité. Les prisonniers, sont utilisés comme otages, comme moyen de pression. En effet, ils répandent par hélicoptère des milliers de tracts avec des messages des otages demandant à leurs proches de se rendre à l'armée. Et bien sûr, ils essayent de faire le maximum de morts. L'opération que j'ai vécue a commencé le 10 juin par de nombreux survols d'hélicoptères. La nuit qui a suivi, on a entendu des tirs de mortier. Puis les hélicoptères ont commencé à mitrailler et à larguer des bombes anti-personnelles, des bombes à fragmentation. Il y avait 10 hélicoptères, 4 avions : 2 A-37 et 2 Pilatus (avions suisses équipés de mitrailleuses FN belges). Le 11 et le 12, nous sommes restés sur place dans les abris. Le 13, la consigne d'évacuation a été donnée quand il s'est avéré que la troupe se rapprochait par voie de terre. La progression de la troupe est très lente car les militaires n'osent pas emprunter les sentiers étroits de la forêt par peur des embuscades ou des trappes style vietnamien. Ils se frayent un passage à coups de machette dans la forêt et progressent en 3 ou 4 files parallèles. Lorsque les villages sont attaqués, la guérilla n'intervient pas. Son rôle est de harceler les troupes ou de monter des opérations offensives pour élargir sa zone opérationnelle.

L'organisation du pouvoir populaire

L'évacuation est longue parce qu'il faut transporter à dos d'homme les blessés et les malades et qu'on emprunte pas les sentiers. Il nous fallut 3 heures pour couvrir une distance qui habituellement nécessite trente minutes. Trois patrouilles de l'armée opéraient un mouvement d'encercllement du village et donc, il était difficile de s'orienter pour éviter la troupe. Les villageois sont restés 10 jours dans la forêt. Pendant l'opération, l'armée a empoisonné deux rivières.

Les Indiens de ces communautés disent "Nous sommes en train de construire notre

pouvoir populaire". Dans chaque village, existe un comité local qui fonctionne comme une direction collective composée d'au moins 2 ou 3 personnes, élus chaque année par l'assemblée générale du village. Ces comités doivent superviser tous les secteurs : production, défense, éducation, santé, loisirs (même par exemple, organiser les matchs de foot dont les Indiens sont friands), le culte (pour tout l'Ixcan, il n'y a pour le moment que 2 prêtres catholiques qui ne sont pas Indiens).

Mais les décisions importantes sont prises par l'assemblée du village qui se réunit en moyenne une fois par semaine. C'est elle, par exemple, qui décide de la date des semailles et qui discute des problèmes qui peuvent se poser avec l'alphabétiseur.

Il existe un projet de lois et règlements des communautés en résistance de l'Ixcan. Ce projet est soumis à la discussion dans tous les villages. Chaque village se réunit 3 ou 4 fois, afin de voir s'il y a lieu de formuler des amendements. Quand nous étions là, ce projet commençait à circuler. Il devait être adopté dans sa forme définitive en décembre 1987. L'instance suprême, l'assemblée populaire régionale, est constituée de délégations larges, désignées par les communautés (6 à 8 personnes par village) et se réunit au moins une fois par an, généralement deux fois (toujours en décembre et normalement en avril). L'assemblée adopte notamment un plan économique qui, par exemple, sur la base du nombre d'habitants, prévoit la quantité de terres à ensemercer. L'assemblée populaire procède à l'élection de 7 personnes qui forment le comité de l'Ixcan. Parmi ces 7 personnes, il y a deux femmes : c'est le résultat d'un acte volontariste de l'assemblée populaire qui veut promouvoir le rôle de la femme. Il est important de le souligner car aucune femme ne fait partie d'un comité de vigilance.

Quand les gens parlent de la guérilla, ils disent "nos garçons". Les guérilleros ne sont pas des étrangers, ce sont généralement des membres de la famille, leurs filles, leurs fils, leurs compagnons. D'ailleurs dans les communautés en résistance, on ne voit pas de jeunes de 17, 18 ans. Ils sont dans la guérilla. Quand la situation le permet, ces jeunes viennent rendre visite à la famille.

De même, les guérilleros viennent tenir des meetings, donner des informations sur la situation des autres villages, des villages sous contrôle du gouvernement et dans les pays d'accueil comme le Mexique. La radio *Voz Popular* joue un rôle important pour la guérilla. Les premières émissions ont débuté en mai 1987, elles sont pour l'instant hebdomadaires.

Toute la communauté se réunit pour écouter les nouvelles, bien qu'on manque de postes récepteurs. Avant l'existence de *Voz popular*, les gens pouvaient capter *Radio Venceremos* du FMLN salvadorien et *Radio Habana* de Cuba. ■

Décembre 1987.

MALAISIE

Protestations contre le coup de force policier

ENTRE LE 26 OCTOBRE et le 7 novembre, la branche spéciale de la police malaise a arrêté 106 personnes en vertu de la loi sur la sécurité intérieure. Cette vague de répression a entraîné des critiques et des protestations croissantes, dans le pays même et internationalement.

Barbara WENTWORTH

LE PREMIER MINISTRE, Mahathir Mohamad a justifié les détentions d'hommes politiques et de dirigeants d'organisations sociales comme étant nécessaires pour prévenir des émeutes raciales. Mais quelques semaines seulement après le début de la plus grande vague policière qu'ait connue l'histoire de la Malaisie, ce prétexte était réduit en miettes.

La plupart des observateurs politiques, et les Malaisiens eux-mêmes interprètent aujourd'hui cette répression comme une tentative désespérée du Premier ministre pour sauver sa propre carrière politique en faisant taire toutes les critiques contre sa politique, sa personnalité et sa position.

Le 7 novembre 106 personnes étaient détenues, au total, sans procès et sans contact avec un avocat, gardées dans des petites cellules sans éclairage correct ni ventilation, et dans l'isolement complet. Beaucoup d'entre elles n'ont pas été autorisées à voir leur famille ou leurs amis. On ne connaît même pas le lieu de détention de la majorité de ces prisonniers. Continuellement interrogés par la police spéciale et maintenus dans l'isolement, sans pouvoir parler à quiconque, ces détenus politiques subissent une formidable pression physique, et surtout psychologique.

Dirigeants et militants détenus

Le 24 novembre, une pétition pour l'application de l'habeas corpus, signée par sept des détenus a été rejetée et leurs conditions de détention, comme celle des autres prisonniers, sont restées aussi mauvaises. La liste des détenus montre que les hommes politiques (dont plusieurs députés au Parlement et à l'assem-

blée d'Etat) sont les plus nombreux mais qu'une large proportion sont des dirigeants ou des membres actifs d'organisations sociales bénévoles engagées dans un travail au niveau des communautés, des droits civils, des comités de consommateurs et de défense de l'environnement, des droits des travailleurs et de la recherche socio-économique.

Parmi les gens arrêtés et détenus on trouve des figures bien connues des principaux partis politiques, y compris quelques membres de la coalition au pouvoir, le Front national (Barisan Nasional). Parmi les détenus il y a trois dirigeants centraux de l'aile jeune de l'Organisation nationale Malaisienne unie (UMNO), composante dominante du Front national, huit dirigeants importants de l'Association chinoise de Malaisie et cinq membres du parti Gerakan Rakyat Malaysia, à composante chinoise, tous faisant partie du Front national.

C'est cependant l'opposition qui est le plus rudement frappée par ces arrestations. Vingt six dirigeants et membres des partis d'opposition, y compris Lim Kit Siang, secrétaire général du Parti d'action démocratique (principalement composé de Chinois), ainsi que 15 de ses collègues de parti et 9 membres du Parti islamique de Malaisie ont été parmi les premières victimes de cette vague de répression. Lim Kit Siang vient d'être condamné à 2 ans de détention sans procès, en vertu de l'Acte sur la sécurité intérieure.

De plus, il semble que les directions des organisations non-gouvernementales nationales ont également été emprisonnées. La plupart d'entre elles sont de petits groupes qui mènent des recherches ou tiennent des séminaires et fournissent des services collectifs pour les communautés pauvres ou les ouvriers.

Parmi les groupes dont certains membres ont été arrêtés on trouve Aliran, mouvement de réforme sociale qui s'occupe de problèmes de droits civiques et de droits de l'Homme; Sahabat Alam Malaysia (Frères de la terre), groupe important d'écologistes du tiers-monde qui aide les communautés affectées par les problèmes écologiques; l'Institut d'analyse sociale (Insan), groupe d'universitaires qui publie des livres sur des sujets sociaux et économiques; l'Association des consommateurs de Penang, largement reconnue comme la plus importante et la plus active organisation de consommateurs du

tiers-monde; la Confédération des syndicats de Malaisie, principale organe de rassemblement des syndicats ouvriers du pays ; le Syndicat d'équipement du transport ; la Société de protection de l'environnement ; et plusieurs groupes associés aux églises catholiques et protestantes.

Le prétexte des "tensions raciales"

Les membres de ces groupes ont découvert que c'est sous le prétexte incroyable de l'augmentation des tensions raciales que leurs dirigeants ont été victimes de ces raffles. En effet, les personnes arrêtées défendent toutes l'harmonie multiraciale dont elles pensent qu'elle ne pourra être obtenue qu'en aidant les communautés à résoudre leurs problèmes fondamentaux, indépendamment de leur origine ethnique. D'autres détenus sont des dirigeants d'organisations ou de mouvements populaires très enracinés, comme le Perak Anti-Radioactive Committee qui proteste contre les opérations menées par une compagnie japonaise de produits radio-actifs.

Pour serrer la vis encore davantage aux opposants, les journaux les plus intéressants du pays, *The Star* (en anglais) et *Watan* (en malais), ont été interdits. Les autres journaux importants sont pour la plupart aux mains de l'UMNO et ont été avertis de ne publier aucune information ou analyse critiquant les arrestations. Et en fait, aujourd'hui les journaux ne publient que très peu d'informations concernant les applications de la loi de sécurité ou sur le destin des prisonniers politiques. La liberté de réunion a été suspendue en même temps qu'était interdit tout rassemblement public. Les sessions parlementaires où des discours critiques ont été faits par les députés des partis d'opposition, comme par ceux du parti du Premier ministre, sont censurés. Les députés doivent faire des photocopies des comptes-rendus de ces sessions pour circulation privée.

Les observateurs indépendants considèrent de plus en plus ces opérations de police contre des opposants politiques et des dirigeants d'organisations sociales ainsi que l'interdiction des journaux critiques et des réunions publiques comme le moyen trouvé par Mahathir pour faire taire les critiques portées contre lui et ses collaborateurs politiques.

La corruption

Au cours des derniers mois la crédibilité et l'autorité du Premier ministre ont été mises en cause par des révélations et des accusations de corruption et



Le Premier ministre, Mohamad Mahathir (DR)

d'abus de pouvoir suscitées par les bénéfices financiers faits par son parti, l'UMNO et par des politiciens tels que le ministre des Finances Daim Zainuddin, et des hommes d'affaires proche de lui.

La répression est aussi considérée comme une façon de réduire au silence et de paralyser les critiques subies par le Premier ministre au sein de son propre parti, qui a même failli le démettre de son poste lors des élections internes d'avril 1987.

Le spectre de 1969

Pour justifier une répression de cette ampleur, Mahathir a dépeint le tableau de tensions raciales extrêmes, entre Malais et non-Malais en particulier. Il a également brandi le spectre du conflit racial violent et sanglant de mai 1969 pour justifier les arrestations et détentions des opposants politiques et des dissidents, expliquant qu'elles sont "absolument nécessaires" pour empêcher l'explosion d'émeutes.

Il y a eu une tension sous-jacente parmi les ressortissants des différents groupes ethniques, surtout dans les dernières semaines, mais la plus grande part en a été engendrée par la politique gouvernementale et par les querelles entre les partis politiques organisés sur des bases raciales au sein de la coalition du Front national.

Ces derniers mois, Mahathir a délibérément autorisé, et même nourri, les tensions raciales pour écarter l'attention d'autres problèmes pressants, économiques et sociaux, comme le chômage et la stagnation économique.

Le Premier ministre a promis de maintenir le système de démocratie parlementaire, tout en expliquant que la pé-

riode du libéralisme était terminée. En fait, le récent mouvement de répression et les autres actions gouvernementales qui y sont associées ont substantiellement balayé la plupart des institutions vitales de la démocratie.

Comme un Etat policier

La Malaisie ressemble aujourd'hui à un Etat policier. Les 106 détenus ont été arrêtés en vertu de la Section 73-1 de la loi sur la sécurité intérieure qui autorise la police à détenir n'importe qui pour une période allant jusqu'à 60 jours. A la fin de cette période, le ministère de l'Intérieur peut décider de signer un ordre de maintien en détention pour deux ans, ou un ordre de relâche. La période initiale de deux ans peut être renouvelée, certaines personnes sont restées en prison sans jugement pendant 15 ans.

Dans cette atmosphère étouffante d'extrême tension et de peur, il est très difficile de protester contre les arrestations. La crainte existe que quiconque émet des critiques à son tour arrêté. Et de fait, plusieurs personnes qui s'apprêtaient à défendre quelques-uns des prisonniers ont été arrêtées quelques heures plus tard.

Mais, malgré ces difficultés, plusieurs personnes et plusieurs groupes ont protesté publiquement contre ces détentions. La critique la plus influente est venue du premier Premier ministre de Malaisie et "père de l'indépendance", Tunku Abdul Rahman, qui a déclaré : *"C'est anti-démocratique et je déplore l'attitude du Premier ministre...C'est mauvais pour l'avenir du pays. Il est difficile de savoir ce que sera cet avenir. Je ne vois pas comment la démocratie parlementaire pourrait être maintenue."*

Le barreau, dont sont membres tous les avocats du pays, a également fait une déclaration caractérisant les arrestations comme *"un problème extrêmement sérieux"*.

Un regroupement de 14 organisations sociales de Kuala Lumpur a été formé pour fournir aide et assistance aux détenus et à leurs familles. Il a lancé une pétition appelant le gouvernement soit à faire passer en jugement, soit à relâcher immédiatement ceux qu'il détient. Il s'inscrit en faux contre le raisonnement du gouvernement selon lequel les arrestations étaient nécessaires pour prévenir des émeutes raciales. Un groupe de soutien semblable a été mis sur pied par 8 organisations à Penang. ■

Décembre 1987

La perestroïka va au chagrin

LES OUVRIERS soviétiques se trouvent aujourd'hui confrontés à l'application de la perestroïka dans les usines et les entreprises. Nous publions ci-dessous trois documents relatifs aux réactions qu'elle suscite dans le monde ouvrier, le monde du dur labeur, du "chagrin", comme on l'appelle dans la classe ouvrière.

"Les vrais propriétaires de l'entreprise"

SOUS LE TITRE "Une leçon de démocratie", les Nouvelles de Moscou, du 27 décembre 1987, publient un reportage sur un conflit à l'usine de Moteurs de Yaroslav.

LE CONFLIT a éclaté parce qu'une partie des ouvriers n'a pas voulu accepter les horaires, proposés par l'administration pour l'année prochaine. Quand on les a eu envoyés paître, à plusieurs reprises, ils se sont rassemblés à l'entrée de l'usine en revendiquant avec des banderoles et des cris, une rencontre avec le directeur général du groupement de production Avtodiesel, Vitali Doletski. Or, le bruit fait par cette histoire et la réaction, tant des participants directs que du ministère, de la direction du syndicat de branche et des organes locaux du parti prouvent combien nous sommes tous peu préparés à travailler dans des conditions authentiquement démocratiques.

Il s'agissait d'une divergence tout à fait ordinaire au sujet d'une question bien concrète. Certains ouvriers n'étaient pas d'accord avec le point de vue de l'administration et leur volonté de défendre leur position, dans le cadre de la loi, a été interprétée de façon dramatisée.

A la conférence du collectif des travailleurs, qui dressait le bilan du conflit, assistaient le vice-ministre de l'Industrie automobile d'URSS, les dirigeants du syn-

dicat de branche, des représentants des organes du parti et des Soviets du district, de la ville et de la région, ainsi que des journalistes.

Ce soir-là près de 700 délégués de ce collectif de 40 000 travailleurs s'étaient rassemblés dans la Maison de la culture de l'entreprise. Aucun des visiteurs ne s'est ingéré dans la discussion ni dans le vote. Or, par leur seule présence et aussi par leur nombre, ils soulignaient que ce qui se passait n'était pas normal, que c'était un événement extraordinaire, ou du moins qu'on pensait que c'en était un.

Quel était le problème ? Une question on ne peut plus ordinaire, à savoir la durée de la journée de travail et le nombre de samedis ouvrables au cours de l'année prochaine a acquis une importance inattendue. L'administration a proposé d'établir la durée d'une équipe à 7 heures 50 (7 heures 40 précédemment) et de proclamer 15 samedis ouvrables (au lieu de 30). On comptait que la suite serait, comme d'habitude, une simple formalité. Or, dans certains services, lors de réunions spontanées, la majorité des ouvriers, après avoir discuté du problème de façon informelle, s'est prononcée pour une autre solution : une journée de travail de 8 heures et 8 samedis ouvrables. Cette décision a été prise par 60 services sur les 600.

Précisons qu'il ne s'agissait que de la répartition optimale du temps global de travail.

Le malheur est que l'administration soutenue par le comité syndical a estimé sa variante comme définitive et ne devant que formellement être approuvée par le collectif. Et cette simple question a été élevée au rang de principe, en opposant l'administration à une partie du collectif. Evidemment, on a dû tenir une discussion publique et "transparente". L'erreur a été de ne pas procéder ainsi dès le début.

Certes, cette affaire a une base matérielle : lorsque l'exigent les intérêts de l'entreprise, tout le monde accepte de travailler les jours fériés, mais s'il s'agit d'un samedi reconnu officiellement d'avance comme ouvrable, cette journée sera payée au tarif ordinaire, dans le cas contraire le tarif est majoré.

Or ces quelques dizaines de roubles de plus n'expliquent pas tout, loin s'en faut. Pourquoi semblables propositions de l'administration, qui passaient toujours comme une lettre à la poste jusqu'à présent ne passent-elles plus toujours, maintenant ? A la conférence, j'ai remarqué un

orateur doué d'une voix de stentor et qui a pris la parole à deux reprises. Cet homme dont l'aspect et le comportement rappellent Vladimir Vyssotski (1), c'est le principal "fauteur du conflit", Lev Makarov, 48 ans, ouvrier de la 3e fonderie. Il était assis à la présidence sans y avoir de titre officiel : on avait dû l'y inclure en tant que représentant des "chahuteurs".

La conférence a duré quatre heures. Beaucoup d'ouvriers y sont venus après leur travail. On ne laissait pas parler les orateurs qui prêchaient des vérités premières. Résultat : les voix se sont divisées en deux parties presque égales. La variante sur laquelle insistait l'administration a été adoptée à une infime majorité. La conférence a obligé l'administration à prendre les mesures nécessaires pour réduire considérablement le nombre de samedis ouvrables en 1989.

A en juger d'après les résultats du vote, Lev Makarov représente plus qu'un groupe de "rebelles". Nous nous sommes rencontrés le lendemain.

Pendant notre conversation, j'ai compris qu'il ne s'agissait pas que des horaires. Les ouvriers veulent être vraiment propriétaires de l'entreprise, décider au lieu d'accepter tacitement les résolutions de l'administration. Ils veulent que l'on discute sérieusement avec eux (...)

1) Poète et chanteur soviétique contestataire, mort en 1985, très populaire, mais interdit de fait dans les médias de son pays jusqu'à récemment.

Sondage

Des correspondants des *Nouvelles de Moscou* sont montés dans le "Rossia", le train qui relie Moscou à Vladivostok, itinéraire ferroviaire le plus long d'URSS pour interroger les voyageurs sur les questions de l'heure. Le numéro du 3 janvier 1988 donne un compte-rendu des commentaires variés de gens diversement concernés par les problèmes de la perestroïka et de la glasnot.

Quant au sondage, sur une centaine de questionnaires, il a donné les résultats suivants :

"*Quelles seront pour vous les conséquences du passage des entreprises à l'autofinancement et au rendement économique ?*" Conséquences positives : 26%; négatives : 33%. Ne savent pas : 41%.

"*Voyez-vous des résultats concrets de la perestroïka dans votre vie quotidienne ?*" Oui : 36%; Non : 64%.

"*Pouvez-vous exercer une influence réelle sur le cours des événements dans votre district, votre ville, à la production ?*"

Oui : 39%; Non : 61%.

"*Quelle est votre attitude à l'égard de la perestroïka ?*" Enthousiastes : 16%; n'acceptent pas : 13%; suivent le cours des événements : 71%

LES DEUX TEXTES suivants sont parus dans le numéro 5 du journal samizdat, *Glasnost*. Nous en reprenons des extraits à partir de la dépêche de l'Ukrainian Peace Committee du 29 octobre 1987.

Des chômeurs soviétiques s'adressent à Gorbatchev.

AU SECRETAIRE général du Comité central du Parti communiste d'Union soviétique, le camarade M.S. Gorbatchev, et au président du Présidium du Soviet suprême d'URSS, le camarade A.A. Gromyko.

Chers camarades,

Nous sommes au chômage, dans notre propre pays, à cause de nos principes ; parce que nous réagissons énergiquement à toutes les injustices et sommes, en conséquence, devenus gênants et insupportables aux yeux de l'administration des entreprises et des établissements, qui soutiennent en paroles, le changement, mais en fait l'entrave de toutes les façons possibles.

Nous vous demandons de nous accorder une audience, pour nous écouter attentivement et appliquer la seule solution correcte à notre problème.

Nous avons critiqué les phénomènes négatifs qui se produisent dans notre société : la production de biens de mauvaise qualité, inutilisables, l'étroitesse d'esprit, l'abus des positions de pouvoir, etc. Nous avons été persécutés pour avoir critiqué les fonctionnaires de l'administration. Ils nous ont jeté hors de nos entreprises sous divers prétextes : non accomplissement des obligations contractuelles, réductions d'effectifs, absence d'attestation, etc.

Mais nous avons trouvé du courage en nous-mêmes, parfois sans même le soutien de nos collègues, pour ne pas nous résigner et continuer la lutte, dans le cadre des lois établies... En se débarrassant des travailleurs qui font des objections et contrecarrent leurs décisions, les directeurs des entreprises se profilent eux-mêmes comme des "calomnieurs", des "fauteurs de trouble", des bons à rien, psychologiquement perturbés, etc.

Ils essayent de faire des travailleurs des ennemis des collectifs ouvriers. Avec impunité, des directeurs semblables, dans d'autres entreprises causent des dommages moraux et matériels énormes à notre société. Nos droits, garantis par la Constitution, sont piétinés par les moyens les plus brutaux, mais, malgré cela, nous continuerons la lutte difficile et inégale, parfois seuls, et sans même être sûrs d'un résultat positif.

Nous réclamons une enquête objective



basée sur les principes qui nous sont chers et la restitution de notre emploi. De plus, nous demandons que tous ceux qui se sont rendus coupables en faisant de nous des victimes et en nous punissant pour les avoir critiqués aient à répondre devant un tribunal, conformément à l'article 139 du Code pénal d'Union soviétique.

Si vos appels, qui proviennent des individus les plus éminents, à prendre en mains la lutte contre les phénomènes négatifs, ne sont pas uniquement des bruits vides de sens, alors nous espérons une solution juste et rapide de nos problèmes. (2 juillet 1987). ■

Les équipes de soir et de nuit

AL'EDITEUR de *Trud* (1)
Copie au Comité central des syndicats

Cher éditeur,

Finalement, la *perestroïka* s'applique aussi à nous. Nous avons commencé à travailler en trois équipes et immédiatement une foule de questions ont été soulevées. Surtout en ce qui concerne le début de la semaine de travail. Nous sommes obligés de commencer à travailler dans la nuit de dimanche à lundi et de finir dans la nuit de vendredi à samedi, c'est-à-dire une semaine de travail de six jours.

Regardons maintenant du côté de la paye. Dans ses déclarations, le camarade Gorbatchev a dit que la décision a été prise d'augmenter les salaires de 20% si on travaille dans la deuxième équipe (du soir) et, pour celle de nuit, de 40%. Nous aimerions savoir quand ce nouveau calcul des rémunérations prendra effet, car cela nous concerne directement. Nous demandons des exemples concrets pour comprendre comment le calcul des 20% et des 40% sera fait. Auparavant, pour 10 roubles gagnés nous recevions 40% de rému-

nération supplémentaire, soit 14 roubles. Quand le salaire pour les heures supplémentaires a été doublé, il y a eu 40% de bonus, et pour 10 roubles gagnés nous recevions $10+10+4 = 24$ roubles. Nous aimerions beaucoup savoir ce que nous allons toucher, en fonction de la nouvelle situation, pour les trois équipes et aussi, quel montant sera pris en compte pour calculer les heures supplémentaires. (...)

Maintenant les salaires. Le principe du socialisme est le suivant : salaire selon le travail. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir, avec notre qualification et notre habileté pour augmenter la productivité et, naturellement, pour voir nos salaires croître.

Mais l'administration considère un salaire (pour du travail) de 230-250 roubles (par mois) comme un cadeau et suggère qu'à partir du 1er mai 1987 nous devrions travailler à des taux inférieurs.

Auparavant les taux avaient déjà baissé au début de 1986, époque depuis laquelle il n'y a eu ni changements dans les procédés techniques, ni introduction de nouveaux équipements supérieurs, ce qui n'est d'ailleurs toujours pas envisagé au début 1987.

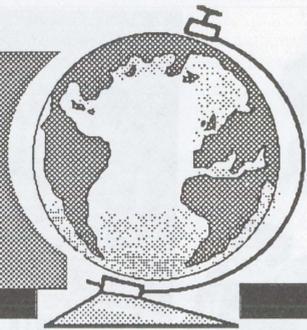
Nous travaillons consciencieusement et ne demandons de recevoir que ce que nous avons gagné, cela est confirmé par le fait que la camarade S.S. Smirnova, députée au Soviet suprême des peuples, et beaucoup de camarades respectés, médaillés, c'est-à-dire des gens qui ont gagné le respect par leur travail, et qu'on devrait encourager matériellement, travaillent avec nous.

Nous pensons que la reconsidération des taux de salaire, sans introduction de nouvelles techniques, n'est justifiée par rien et n'a comme objectif que la remise en cause du bien-être matériel d'honnêtes ouvriers.

Les travailleurs de l'atelier n°2 de l'usine sidérurgique de Voykov. ■

1) "Travail" organe central des syndicats

EN BREF...



POLOGNE

Déclaration de Solidarité après le référendum

Le 5 décembre 1987 s'est tenue une séance de la Commission nationale exécutive de Solidarité (KKW) examinant la situation créée après le référendum du 29 novembre. Nous publions ci-dessous la déclaration issue de cette réunion. (Source, bulletin de Solidarité, décembre 1987)

L'opération politique du 29 novembre 1987, connue sous le nom de référendum, s'est soldée par une défaite. Le pouvoir de la RPP (République populaire de Pologne, ndlr), n'a pas réussi à obtenir un mandat social de façade, pour gouverner le pays. La société polonaise est consciente de la nécessité des réformes économiques et politiques, mais ne fait pas confiance à la nomenklatura qui détient le monopole du pouvoir. Le nombre de personnes qui ont décidé d'ignorer le référendum ou de répondre par la négative aux questions posées, témoigne d'un réveil progressif de la conscience de la société, de sa détermination à défendre ses droits civiques et sociaux. Il est plus évident que jamais que la réalisation des réformes économiques et politiques indispensables requiert un retour aux accords sociaux. Lors de son premier congrès, en octobre 1981, le syndicat Solidarité a proposé un programme d'accord, portant sur les moyens de lutter contre la crise, la réalisation d'une réforme économique et les transformations de la vie publiques. Ces propositions sont toujours d'actualité. Elles signifient que la transformation du système économique dans le sens de sa rationalisation, de son pluralisme et de son activité, peut être un objectif unissant les organisations indépendantes et les mouvements sociaux. Cela exige une réforme profonde et totale qui délivrerait l'économie polonaise du monopole en vigueur, libérerait le marché et l'initiative individuelle, permettrait le contrôle de la société sur la gestion de l'économie. Pourtant, pour que le travail et l'initiative de l'individu ne soient pas gaspillés, il est indispensable d'apporter les changements appropriés dans l'organisation de la vie publique et, en particulier :

- L'abolition de la législation spéciale, introduite après le 13 décembre 1981, qui sanctionne un recours illimité à la force.

- La légalisation de la société civile, où les droits individuels de l'homme sont réalisés et respectés, particulièrement la liberté de créer et de faire enregistrer des associations.

- La réalisation du pluralisme syndical et la légalisation des activités de Solidarité.

Dans ces conditions, la crise de confiance entre le pouvoir et la société peut être réglée et le déclin du pays enrayer. Cela signifie qu'une entente est possible et nécessaire, en ce qui concerne la protection sociale face aux réformes. (...) La réforme économique ne peut être une raison d'aggraver la situation matérielle et sociale des gens. Il faut qu'apparaisse la perspective qu'il sera possible de vivre mieux, dans la dignité, sans le souci désespéré du lendemain. La société polonaise ne peut accepter une politique qui remplace les réformes globales par des hausses de prix. C'est justement pourquoi les réformes économiques et politiques forment un tout indissociable et que les expériences accumulées montrent que l'on ne peut associer un Etat organisé de manière totalitaire avec un ordre économique rationnel, des mécanismes de marché et une vie sociale indépendante.

La situation dans laquelle une partie de l'élite au pouvoir a conscience de la crise du système, aussi bien en Pologne que dans tout le camp socialiste, exige une réponse globale de la part de Solidarité, où figurent la poursuite d'activités clandestines et l'élargissement d'activités à découvert. Dans ces conditions nouvelles, il faut mettre l'accent sur l'activité à découvert, car de cette façon, on peut soutenir dans la pratique les réformes politiques et économiques.

Sont particulièrement importantes :

1) Les actions en faveur du pluralisme syndical dans les entreprises par la poursuite des initiatives d'enregistrement et de création de comités légaux de Solidarité.

2) Les actions en faveur de l'autogestion dans l'entreprise par l'adhésion active des membres de Solidarité au travail de ces comités d'autogestion. La création de conseils d'autogestion dans les milieux professionnels.

3) Les actions en faveur de l'autogestion territoriale par la mise au point de programmes régionaux, la création de différentes sortes d'institutions et d'organisations de la société locale.

Le déroulement et les résultats du référendum prouvent que la société polonaise

a des chances d'échapper à l'état d'apathie et au sentiment de désespoir qu'elle connaissait à la suite de l'état de siège. Seule l'activité de la société, seules des actions raisonnables et réfléchies permettront l'introduction des profondes réformes indispensables au pays et la suppression de l'opposition d'une partie conservatrice de l'appareil au pouvoir. Nous sommes devant une chance exceptionnelle dont la réalisation exige d'énormes efforts. ■

Gdansk, le 5 décembre 1987.

URSS

Tito à Moscou !

Tito n'est plus tabou à Moscou ! C'est du moins de que l'on peut penser à la lecture des "Nouvelles de Moscou", hebdomadaire toujours en pointe en matière de glasnost. L'article suivant était accompagné d'un fac-similé du mandat de Tito au VIIe congrès de l'Internationale communiste.

Une exposition consacrée au 50e anniversaire de l'arrivée de Josip Broz Tito à la tête du Parti communiste de Yougoslavie s'est ouverte à Moscou.

Le 12 avril 1915, Josip Broz, soldat de l'armée austro-hongroise, qui combattait sur le front russe, fut blessé et fait prisonnier. Le "chemin des tourments" (1) à travers l'immense Russie. La révolution d'Octobre 1917... La participation aux batailles contre Koltchak. C'est ainsi qu'a commencé la biographie de combat du futur dirigeant du Parti communiste de Yougoslavie qui a adhéré au PCY à la section auprès du Comité régional du PC(b) de Russie d'Omsk. Josip Broz a pris son nom de parti "Tito" alors qu'il avait déjà été coopté au Bureau politique du CC du PCY.

Des centaines de photographies, de documents, d'objets personnels, de distinctions, de cadeaux envoyés à Tito de divers pays relatent le chemin accompli par l'éminent fils de Yougoslavie. L'histoire revit sous nos yeux : la Deuxième Guerre mondiale, la lutte pleine d'abnégation des partisans yougoslaves contre le nazisme, la construction d'après-guerre, le mouvement des non-alignés, dont Tito fut l'un des fondateurs.

L'attention à l'exposition "Tito - le parti" est attirée sur les documents illustrant l'histoire des rapports entre les partis communistes des deux pays. Ils aident à restituer le passé dans toute sa complexité dramatique, honnêtement et sans fard. On y voit un fac-similé daté de 1948 du brouillon de la réponse de Tito à Staline, qui avait accusé le Parti communiste yougoslave de "révisionnisme, de nationalisme et de reniement".

Une photographie de 1955 montre la signature de la Déclaration sur les rapports soviéto-yougoslaves. A l'initiative de Khrouchtchev les rapports entre les

deux pays ont repris leur cours normal. A présent, comme l'a déclaré à l'inauguration de l'exposition l'ambassadeur de la RFSY (République fédérée socialiste de Yougoslavie, ndr) en URSS, M. Veres, ces rapports sont basés sur le respect total des intérêts et de la politique de chacun des Etats. Les positions de la RFSY et de l'URSS sur les principaux problèmes de politique internationale sont proches ou coïncident. ■

"Les Nouvelles de Moscou",
8 janvier 1987

1) Titre d'un roman célèbre d'Alexis Tolstoï qui se déroule entre la guerre civile et l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale.

TCHECOLOVAQUIE

Lettre du VONS à Duarte

Le 22 novembre dernier, Ladislav Lis, au nom du Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VONS) faisait parvenir au président colombien Virgilio Barco et au président du Salvador, José Napoleon Duarte, deux messages de protestation contre l'assassinat de militants des Droits de l'Homme dans ces pays. Nous reproduisons ci-dessous, le message envoyé à Duarte.

Monsieur le président,

Nous avons été choqués par la nouvelle de l'assassinat brutal dans votre pays d'Herbert Sanabria Anaya, Président de la commission des droits de l'Homme, assassinat perpétré le 26 octobre 1987, sous les yeux de ses enfants. D'autres membres de cette commission qui, à l'instar de notre Comité, est affiliée à la Fédération internationale des Droits de l'Homme, sont également en danger.

Je vous demande d'user de toute votre autorité pour faire en sorte que les assassins soient découverts et punis et de poursuivre sans répit ceux qui terrorisent les citoyens de votre pays et surtout, les militants des Droits de l'homme. Je suis certain que le terrorisme, et dans ses principes et dans ses conséquences, est l'un des principaux obstacles à la renaissance démocratique de votre pays.

Ladislav Lis ; membre du VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies) ; Vice-président de la Fédération internationale des Droits de l'Homme.

Prague, le 22 novembre 1987

Autres membres du VONS ayant apposé leur signature : Rudolf Battek ; Judr Josef Danisz ; Jiri Dienstbier ; Karel Freund ; Vaclav Havel ; Lenka Mullerova-Mareckova ; Dana Nemcova ; Petr Pospichal ; Jan Ruml ; Anna Sabatova ; Petr Uhl. (Source : Palach Press). ■

CHILI

L'Eglise divisée face à Pinochet

L'éclatement de l'Eglise chilienne face à la dictature n'est pas un phénomène nouveau. La visite du Pape, en avril dernier, a montré au grand jour les divergences politiques qui peuvent exister dans l'institution, entre une aile radicale se réclamant de la théologie de la libération, une aile traditionaliste soutenant ouvertement la dictature et un "centre" regroupant la majorité des évêques, dont le correspondant politique serait plus ou moins la Démocratie-chrétienne.

La note d'information que nous publions est tirée du Latin American Weekly Report du 7 janvier 1988.

Noël a été une période difficile pour la réconciliation de l'Eglise catholique au

Chili. Après une période de renforcement de l'aile conservatrice de l'épiscopat grâce à l'aval du Pape, les "progressistes" se sont repris, choisissant l'un d'entre eux, à une simple voix de majorité, comme président de la Conférence épiscopale, mettant ainsi en pleine lumière les différences politiques existant entre les deux ailes, et les portant sur la place publique.

Peu de temps après cette élection, le nouveau dirigeant de la Conférence, l'évêque de Talca, Carlos Gonzalez, déclarait lors d'une conférence de presse que s'il avait l'occasion de rencontrer le Président Augusto Pinochet, il lui demanderait des élections libres, une réforme constitutionnelle et la fin des tortures et du banissement des opposants.

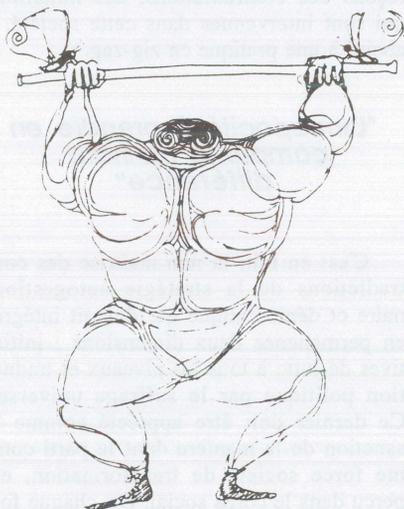
Gonzalez a dit clairement que le plébiscite tel qu'il est prévu par le gouvernement en accord avec la constitution de 1980, ne correspond pas à sa définition d'élections libres. Connu comme "progressiste", Carlos Gonzalez a largement écrit sur l'engagement chrétien dans la politique et pense que dans le futur "il ne serait pas impossible d'imaginer le développement de mouvements politiques prônant un socialisme non-marxiste ou un capitalisme humanisé dans lequel les pauvres n'auraient pas la plus mauvaise part".

Lors de cette conférence de presse, Gonzalez citait les conditions que l'ensemble de la conférence épiscopale considère comme nécessaires à un processus électoral normal : égalité d'accès aux médias pour toutes les forces politiques, organisation indépendante du processus électoral, accès aux registres électoraux pour les 8 millions d'électeurs potentiels. (D'après la Constitution de 1980, les électeurs "marxistes" n'ont pas le droit de vote, *Inprecor*)

Une déclaration infiniment plus radicale est venue d'un groupe de 100 prêtres, missionnaires et religieuses qui, dans un manifeste, condamnent les plans du régime pour garder le pouvoir et appellent explicitement au départ de Pinochet, qu'ils décrivent comme "le premier responsable de toutes les atrocités que nous avons connues".

La contre-offensive des conservateurs, largement reprise par la presse, est venue de Bruno Rychlowsky, un prêtre catholique qui enseigne la philosophie à l'Université catholique de Santiago, et qui est connu comme étant un ami personnel de Jean Paul II. "Durant ces 57 dernières années, je n'ai jamais vu au Chili, un gouvernement qui soit aussi favorable à l'Eglise catholique", devait-t-il déclarer.

Il décrit les auteurs du manifeste de Noël comme "empoisonnés par le marxisme athée" se faisant ainsi l'écho d'autres membres de la hiérarchie qui pensent que ces prêtres sont "en rébellion ouverte contre la doctrine du Pape" et que si leurs "excès" n'étaient pas combattus, l'Eglise subirait "sa plus grande division de ce siècle dans ce pays". ■



**Inprecor tchèque
numéro 6-7 est paru !**

Au sommaire

- La Tchécoslovaquie à l'heure Gorbatchev : réforme ou démocratisation ?

Petr Uhl

- Que doit faire l'opposition politique en Tchécoslovaquie

Josef Kreibich

- URSS : Plate-forme des Clubs d'initiative sociale ("L'Anneau") ; Plate-forme de la Fédération socialiste des Clubs ;

- Sur le roman "Les enfants de l'Arbat"

Lubos Kohout

- Marxisme et libération. Sur la théologie de la libération

Michael Lowy

Les documents sur les Clubs en URSS sont parus dans Inprecor numéros 253 et 255 ; celui de Michaël Lowy dans IVE Internationale numéro 24 ; l'article de Petr Uhl paraîtra dans le prochain numéro d'Inprecor.

INPRECOR : Comment le processus de crise a-t-il éclaté à l'intérieur du Parti communiste ? Comment en est-on venu à la constitution de quelque chose de nouveau, le mouvement "rénovateur" ?

■ **Alain AMICABILE** : La crise de 1984, pour être la plus récente n'est pas la seule qu'ait connue le Parti communiste français. Voilà au moins trente ans que ce parti connaît des crises, à chaque fois il a pu les résoudre en apparence, en utilisant les mêmes méthodes. Tous ceux qui posaient des questions, qui soulevaient le problème du rapport de ce parti à l'ensemble de la société, tous ceux-là partaient ou étaient purement et simplement exclus. C'est le produit du fonctionnement propre de ce parti, de l'impossibilité de la critique en son sein.

Fondamentalement, ce qui change en 1981 et s'aggrave en 1984, c'est mon interprétation, c'est que le décrochage électoral du parti qui n'était pas significatif jusque là, le devient. C'est à partir de cette période que la crise du PC ne se cantonne plus au domaine interne, elle se trouve sanctionnée par la société elle-même. Pour bien comprendre et apprécier la crise interne et comment elle s'extériorise, il faut avoir en tête et bien percevoir ce problème du décrochage électoral.

La chronologie de nos reculs à partir de 1973 - après la signature du programme commun en 1972 - montre que ces reculs se déclenchent en phases d'union et s'accroissent en période de désunion. Il ne s'agit en rien de choisir entre deux maux, car à mon avis, c'est sans doute le même mécanisme qui joue.

Au-delà des problèmes dits de l'union, c'est toute la question de son insertion dans le dispositif politique et social français que le Parti communiste ne maîtrise pas. À partir de 1984, et c'est encore plus vrai maintenant si l'on en croit les estimations pour les prochaines élections, le PC est arrivé à un seuil de survie en tant que parti politique qui compte dans la vie nationale.

■ **Et comment expliques-tu ce décrochage électoral d'un parti qui a structuré de longue date un courant fondamental du mouvement ouvrier français ?**

■ Premièrement, le Parti communiste, selon sa propre théorie, sa stratégie même, se doit d'interpréter politiquement un résultat électoral, et l'interprétation politique d'un tel résultat pose un problème en soi, puisque le suffrage universel a été intégré dans la démarche stratégique du parti à partir du XXII^e congrès en 1976. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est non seulement accepter le résultat, mais c'est aussi reconnaître que les citoyens font des choix politiques qu'on ne peut se contenter d'expliquer en termes "d'inconscience", "d'inexpérience" ou de "glissement à droite", qui sont les principales explications du parti. Les progrès comme les reculs expriment la sanction des différents groupes sociaux à l'égard des choix

politiques qui leur sont proposés. Et le refus de toute autocritique conduit à l'enfermement dans un discours d'auto-justification qui amène à accuser tout le monde pour se légitimer soi-même. Ce discours s'accompagne de replis, de suspicions, de sectarisme, alors même qu'il faudrait dynamisme et ouverture.

Deuxième grande erreur d'analyse et d'appréciation à mon avis, tout ce qui touche à l'identité de classe. Dans les dernières années, cette identité de classe a été affirmée en opposition à la notion de gauche que l'on a traitée et théorisée comme un piège social-démocrate, ce qui, dans les faits, s'est traduit par l'abandon du terrain de la gauche au Parti socialiste et les résultats ne se sont guère fait attendre. Fondamentalement et au-delà même de la notion de gauche, c'est la dimension démocratique de la stratégie du PCF qui a été occultée. Le fait d'avoir pris énormément de retard par rapport au développement de la société, de ne pas avoir tiré les leçons des contradictions, des mutations qui sont intervenues dans cette société, a abouti à une pratique en zig-zag.

"L'incapacité à prendre en compte la moindre différence"

C'est en fait, la non-maîtrise des contradictions de la stratégie autogestionnaire et démocratique qui devrait intégrer en permanence deux dimensions : initiatives de lutte à tous les niveaux et traduction politique par le suffrage universel. Ce dernier doit être apprécié comme la sanction de la manière dont le parti comme force sociale de transformation, est perçu dans le corps social. Or, chaque fois que nous avons reculé électoralement, nous avons refusé de voir la cause de cet état de fait, et ce pour de multiples raisons. Pour résumer, les responsables étaient toujours extérieurs au parti, les médias, le niveau de conscience, l'anti-communisme, etc. tout sauf la conduite et la maîtrise de sa propre politique par le PCF. A notre avis, le Parti communiste continue à s'adresser à la société telle qu'elle existait dans les années cinquante et ce retard est aggravé par la perception qu'ont les gens de ce parti, sa ligne politique, son mode de fonctionnement, précisément donc par l'image qu'il donne de lui-même, celle d'un parti totalement refermé sur soi.

Autrement dit, quand on proclame que la démocratie, la diversité du peuple de France est une richesse sur laquelle nous voulons nous appuyer et que ce parti manifeste en permanence son incapacité à prendre en compte et à accepter en son sein la moindre différence, c'est de fait, un parti qui est condamné et qui perd toute crédibilité. Cela peut paraître une explication au plan des apparences, mais quant au fond, la manière d'être, la manière d'apparaître, la manière dont on est perçu n'est pas que subjective de la part de la société. On ne peut pas être perçu que de manière



"La tra révolution ne s'est p

Interview d'Alain Amicabile

LE MOUVEMENT des communistes ses premières assises
Les décisions prises à l'issue de ces assises étaient présentes de nombreux inconnus à ce mouvement entend pré
indépendante : création d'un journal et émission de radio
Inprecor a rencontré l'un des responsables du mouvement renouvé
Agé de 39 ans, ce dernier a adhéré à la direction de la jeunesse communiste de la Fédération de Meurthe et Moselle au Comité central de 1979
proprement écarté par les masses.

Il existe une manière d'être qui est perçue.

Bien évidemment, cette perception peut être embrouillée par la lutte idéologique, dévoyée, on peut mettre un certain nombre de caches pour empêcher les gens de percevoir réellement le fond d'une démarche, mais c'est impossible totalement. Sur le fond, c'est le Parti communiste lui-même qui a reproduit en permanence les causes mêmes de son rejet par la société.

■ **Peux-tu donner des exemples concrets de ce décalage entre une réalité vivante et donc mouvante, avec l'apparition de nouvelles valeurs, de nouvelles couches, des jeunes par exemple, et un parti monolithique qui tient le même discours depuis des lustres ? Pourquoi, même quand le parti**



dition nnaire as perdue"

ain Amicabile

nistes rénovateurs a tenu
les 9 et 10 janvier.
ces deux jours de débats - où
rités - montrent clairement que
ndre une forme organisée
nal, *Tabou*, adoption d'un sigle,
e cartes ...

es principaux animateurs
eur, Alain Amicabile.
éré au PCF en 1967. Membre de
uniste de 1972 à 1975, secrétaire
oselle de 1978 à 1986, il est élu
1985, date à laquelle il est
r cause d'opposition.

*a essayé de s'adresser aux chrétiens,
ou aux cadres et techniciens, de
s'ouvrir à ces nouvelles couches, ces
tentatives ont-elles échoué ?*

- Tout cela a échoué parce qu'il ne suffit pas de lancer des appels ou d'avoir tout de même quelque perception des mutations sociales pour obligatoirement être identifié comme le porteur des nouvelles revendications ou des nouvelles exigences du développement révolutionnaire induites par la transformation de la société. Il ne suffit pas de proclamer "*nous sommes très attentifs aux mutations*" pour qu'automatiquement ceux qui les font ou qui les vivent se reconnaissent dans ce parti. Je crois que dans le même temps où le parti proclamait cette disponibilité à capter les

mutations et à les prendre en compte, il avait une démarche qui contredisait ce discours.

Prenons deux exemples. Le premier, c'est la question de l'appropriation collective des grands moyens de production, problème clé déterminant l'essence révolutionnaire ou réformiste. Je crois que dans ce domaine, le Parti communiste a pris énormément de retard par rapport au développement même de la société. Ainsi, qu'est-ce que signifie aujourd'hui la nationalisation à l'étape actuelle de la mondialisation des échanges et de la production ? Je pense que la conception du Parti communiste, du "produire français", était extrêmement "hexagonale" et ne prenait pas en compte toutes les imbrications du développement du capital, impliquant que dans ces entreprises-là existaient déjà, un mode de fonctionnement, un mode de production, des rapports sociaux s'établissant sur d'autres bases qui, bien sûr restaient identiques quant au rapport fondamental capital/travail, mais avec des choses qui se sont considérablement modifiées, qui n'ont plus rien à voir avec l'outil de production que l'on connaissait voilà seulement une vingtaine d'années. Le Parti communiste était pris à la fois par un discours que contredisait l'expérience même confuse, mais l'expérience tout de même, des gens des entreprises concernées, le discours ambiant, la bataille idéologique générale, tous ces éléments s'ajoutant pour faire apparaître le Parti communiste comme un parti archaïque, très en retard.

Il s'est trouvé piégé par un discours qui, dans son essence, était un discours de classe, sans compromissions avec le capital, mais la manière dont il a perçu et analysé ces mutations, tenu compte des protagonistes eux-mêmes, ceux qui étaient au cœur de ces mutations, l'ai fait paraître comme incapable de répondre aux questions qui se posaient réellement. C'est là un exemple, mais c'est vrai pour plein d'autres questions. Prenons la dernière trouvaille, le fameux "glissement à droite" de la société. Pour ma part, je pense qu'il s'agit là d'une erreur magistrale, aux effets catastrophiques pour le Parti communiste quant à sa possibilité de se réinscrire dans la société. Le "glissement à droite" est justifié par plusieurs facteurs. On a dit que le refus du tout-Etat, du dirigisme, était la manifestation de la progression des idées de droite, du libéralisme, du reaganisme, etc. Mais ce refus du dirigisme et du tout Etat implique-t-il l'acceptation du libéralisme sauvage ?

■ **Tu penses qu'on peut y voir une aspiration autogestionnaire dans l'ensemble de la société ?**

- Oui et même, ce refus du tout Etat peut être l'expression progressiste d'une aspiration à transformer la société par un auto-gouvernement des citoyens. Cela peut donc vouloir dire une aspiration à toujours plus de démocratie contre les tendances de tout Etat à nier ce besoin de démocratie. C'est là un exemple. Prenons

maintenant la question de la jeunesse.

Il y a encore un peu plus d'un an, juste avant les grands mouvements de novembre-décembre 1987, la direction du Parti communiste n'était pas loin de penser que globalement, la jeunesse était négativement modelée par le Capital et la crise. Nous avons vu comment elle s'est mobilisée sur des objectifs que l'on peut sans problèmes qualifier de progressistes : libération individuelle et solidarité collective nouvelle avec l'anti-racisme, le métissage de la communauté française, etc. La victoire de la jeunesse sur les objectifs qu'elle s'était fixée l'an dernier peut être considérée comme ayant fait franchir une étape pour l'égalité des chances, pour le droit à une formation de son choix. Idem pour la lutte des cheminots qui a suivi. Les formes qu'a pris ce mouvement ont été perçues au départ de manière extrêmement négative et frileuse, non seulement par le Parti communiste français mais aussi par les institutions solidement établies à gauche et les organisations syndicales. Or, ce besoin de démocratie qu'ont révélé les coordinations est moins une remise en cause du syndicalisme que des formes actuelles qu'il prend, de la délégation de pouvoir sur laquelle les salariés n'ont plus aucune prise.

"Une irrésistible volonté de démocratie"

C'était une démonstration éclatante du besoin de démocratie, d'auto-organisation, du refus des hiérarchies, de l'autoritarisme, etc. Et nous trouvons les mêmes aspirations dans le mouvement des instituteurs. Prenons encore quelques exemples de ce retard du Parti communiste : les luttes pour les conditions de vie. C'est évidemment là un facteur décisif du mécontentement et du rassemblement des travailleurs et ces mouvements tendent à dépasser les frontières entre vie professionnelle et vie en dehors de l'entreprise. Aujourd'hui, toute une série de facteurs conditionne l'entrée en lutte ou non des individus, leur détermination à vouloir agir pour changer la société et qui ne se limitent pas à l'entreprise intra-muros. Toutes les sphères de l'activité humaine sont l'objet de la réflexion collective et individuelle. Ce qui constitue un trait nouveau des luttes, c'est l'action pour des objectifs partiels, mais en même temps, l'expression de phénomènes culturels collectifs (chanson, sport, nature, relations affectives, mode, vacances, etc.). En fait, ce que met en évidence la crise, c'est le sens même de la vie dans toutes les sphères des activités humaines.

Autre question appelant des réponses contradictoires qui ne sont pas traitées de manière contradictoire : premièrement, tout ce qui met en cause le syndicalisme. D'une part il y a l'intégration dans le système, de l'autre, l'aspiration à un syndicalisme moderne donc démocratique et indépendant. Voilà la contradiction qui mine et marque les mouvements syndicaux

de la dernière période. Et la question qui est posée aux révolutionnaires et qui est mal traitée par le Parti communiste (je pourrais même dire maltraitée en un seul mot), c'est comment le syndicalisme peut devenir un foyer de démocratie répondant aux exigences surgies des coordinations. Voilà un des phénomènes qui est apparu dans le champ de la lutte des classes de ces dernières années et qui aurait mérité une tout autre interprétation que celle qui a été faite par les organismes de direction du Parti communiste, c'est-à-dire qu'il y avait là une espèce de manipulation visant à scier le socle du syndicalisme, à remettre en cause les traditions syndicales, etc. Deuxième exemple, ce que l'on pourrait appeler les questions de société. Comment traiter tout ce qui touche au rapport entre individualité et individualisme, égalité et égalitarisme, comment apprécier et traiter ce désir, à la fois de réussite et d'épanouissement personnel et les manifestations de solidarité, qui sont justement exprimées pour que cette réussite et cet épanouissement individuels puissent s'exercer du mieux possible.

Tel est l'enjeu lisible du mouvement d'une société qui ne glisse pas fatalement à droite. Voilà des questions auxquelles le Parti communiste ne s'est pas "colleté" et qui pourtant marquent le terrain sur lequel peut se faire la différence entre une démarche révolutionnaire ou l'acceptation du système. Comment, justement, contrecarrer les efforts idéologiques du capitalisme visant à réactiver le contenu réactionnaire des valeurs individuelles. Parce que ce phénomène existe, c'est indéniable. La volonté de s'épanouir et de réussir individuellement est une valeur investie par l'idéologie bourgeoise, par l'idéologie du système, mais ces valeurs sont-elles par essence des valeurs réactionnaires ou bien le courant révolutionnaire n'a-t-il pas à les investir ? Ne doit-il pas prendre en compte ce qui a été montré par les mouvements sociaux de ces dernières années où ces exigences se sont exprimées ? Cela n'exprime-t-il pas la volonté d'une possible solution progressiste de ces valeurs-là ? A partir de ces quelques exemples, je

pense que l'on voit mieux l'enjeu et le mouvement d'une société qui ne glisse pas fatalement à droite.

Mais il est intéressant de se demander comment le Parti communiste - qui s'est considérablement affaibli sur le plan de la réflexion - en arrive à une analyse et une attitude aussi manichéennes que l'on pourrait résumer de la manière suivante : il y a glissement à droite, preuve en est le recul du syndicalisme, le vote à droite, les jeunes moulés dans le libéralisme, etc. Autrement dit, comment peut-on être aveugle à ce point ? Pourquoi donc la direction du Parti communiste a-t-elle fait du glissement à droite de la société, une idée centrale de son analyse politique ? Nous avo我们有 quant à nous un certain nombre de réponses à cette question.

Nous pensons qu'il y a à cela deux raisons fondamentales : le défaitisme et le refus de l'autocritique. Défaitisme, parce que premièrement, cette analyse assombrit unilatéralement les horizons politiques sociaux et idéologiques de la lutte de classe : il n'y aurait rien à faire. Quand on lit les conclusions issues du dernier congrès que le PCF vient de tenir, on ne peut qu'en déduire qu'il n'y a rien à faire, que tout est fichu, qu'on a perdu sur tous les terrains. Deuxièmement, et c'est loin d'être négligeable pour une direction aux abois comme l'est celle du Parti communiste, cela permet tout abandon du travail critique sur les retards de ce parti, c'est donc bien commode. Troisièmement et c'est extrêmement grave, cela tient pour acquis pêle-mêle, la marginalisation des idées révolutionnaires, la pérennité de la cohabitation, la volonté des dirigeants du PS de gouverner avec la droite, etc. Autrement dit, au plan social, politique et idéologique, il n'y a plus aucune issue positive offerte par le Parti communiste. Cet assombrissement du tableau est on ne peut plus démoralisateur et démobilisateur.

■ **C'est aussi un moyen d'auto-justification : si tout glisse à droite, il est logique que les vrais révolutionnaires soient de plus en plus marginalisés ?**

- Oui et l'on explique aussi qu'il n'existe pas, pour le moment, d'autre possibilité pour le Parti communiste et le courant révolutionnaire que d'être marginalisés. C'est une stratégie de repli.

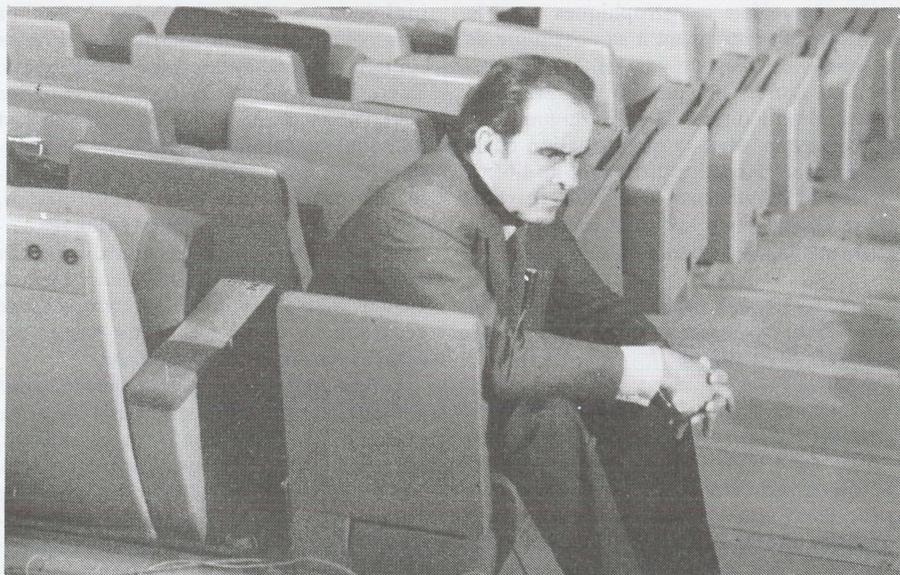
■ **Tout en préparant le terrain pour les prochaines défaites électorales...**

- Cela annonce de toute manière les défaites des prochaines échéances électorales, c'est absolument assuré parce que je ne pense pas que ceux qui sont aujourd'hui les victimes de la crise, au moment où apparaissent avec acuité, de manière irréfutable les limites de ce système, adhèrent ou souscrivent à l'idée que le moment n'est finalement pas propice. Car, c'est au contraire dans ce moment-là que se manifestent des potentialités considérables pour l'émancipation. Par exemple, il n'y a jamais eu autant de possibilités technologiques, scientifiques, de connaissance du monde qu'à l'heure actuelle et ce, au cœur même de cette crise. C'est de cela que le corps social, le mouvement ouvrier révolutionnaire doivent s'emparer. Il ne peut y avoir, si l'on peut dire, de "traitement triste" de la crise, même s'il ne s'agit pas de considérer que tout est plus facile, bien au contraire.

"Remettre en cause l'ensemble du système"

Mais rien ne serait plus faux et rien n'est plus erroné et grave pour l'avenir révolutionnaire de transformation de la société, que l'analyse manichéenne tirée par le Parti communiste. Voilà pourquoi il ne peut être "compris" parce que ce qui motive les gens, ce qui les fait descendre dans la rue, ce qui les fait lutter, ne peut pas être le seul désespoir. Il doit y avoir la conviction profonde que tout cela n'est pas fatal, qu'on peut changer l'ordre des choses. C'est la contestation principale de l'argument de l'idéologie bourgeoise selon lequel rien d'autre ne serait possible que l'ordre établi actuel. Tout montre au contraire qu'il y a non seulement résistance, mais contestation de l'ordre établi et un mouvement révolutionnaire ne peut se réinsérer dans la société et être perçu comme un outil crédible et utile que dans la mesure où il sait prendre appui là-dessus, non de manière artificielle, mais en prenant les choses telles qu'elles sont, en essayant de voir que le mouvement social tel qu'il se développe est à l'opposé d'un mouvement désespéré et condamné à l'impasse ou, en tout cas à une très longue parenthèse pendant laquelle il n'y aurait rien d'autre à faire que d'attendre.

Et aujourd'hui, le Parti communiste essaie d'habituer les communistes eux-mêmes à l'idée que nous sommes dans une passe très difficile, qu'elle va durer longtemps et qu'il n'y a pas d'issue. Nous pensons, nous, tout le contraire, nous croyons que les mouvements sociaux qui se sont déroulés l'an dernier ont démontré



Les angoisses de Georges Marchais (DR)

que s'ils rencontraient une perspective politique réelle, il pouvait se produire dans ce pays des changements profonds, dont personne ne peut fixer les limites c'est-à-dire, allant jusqu'à la remise en cause de ce système. C'est principalement pourquoi nous ne pouvions plus rester dans le Parti communiste et, pourquoi ce dernier n'a pratiquement plus aucune chance - en fonction des analyses qu'il développe aujourd'hui - de sortir des difficultés qui sont les siennes actuellement. Car la crise du Parti communiste ne s'arrêtera pas, non pas parce que le débat y reste impossible comme vient encore de le démontrer le dernier congrès, mais parce que la société sait que de ce côté-là, il n'existe aucune perspective. Et parce qu'il y aura pas - plus - de "réconciliation" entre le Parti communiste et la société, cette crise du PC va continuer.

■ **Comment peut-elle évoluer, vers un processus "à l'espagnole", c'est-à-dire l'éclatement total et la marginalisation quasi irréversible ?**

■ L'éclatement n'est plus un danger pour demain, c'est déjà une réalité d'hier. Le Parti communiste a éclaté, il a éclaté de diverses façons. Par le départ silencieux de centaines de milliers d'adhérents ces dix dernières années, par la façon dont la société l'a rejeté. Aujourd'hui, les affres dans lesquelles il se débat ne sont pas un danger de scission supplémentaire qui existe de fait. Ce ne sont finalement qu'une traduction inévitable de contradictions politiques qu'il ne maîtrise pas. Le PCF aurait besoin de bon sens, de connaissance du monde réel et de rigueur intellectuelle.

Tel qu'il est actuellement dirigé par sa direction, il y a assez peu de chances pour que cela se produise. Mais nous les "rénovateurs", pensons qu'il existe à l'extérieur comme à l'intérieur de ce parti, qui bien qu'il soit en crise grave demeure encore le principal parti organisé en France à gauche, des centaines de milliers d'individus qui se disent comme nous que ce parti devrait changer. Peu de choses nous séparent de ceux-là, et le principal danger n'est pas que nous nous opposions à ceux qui demeurent à l'intérieur du Parti communiste ou bien qui continuent à lui être "fidèles" au plan électoral ou militant. Le principal danger à l'heure actuelle vient que du fait de cette déconnexion entre la société et le Parti communiste, des centaines de milliers d'hommes et de femmes de la classe ouvrière se sont résignés à voter social-démocrate. La question principale ce n'est pas ce qui oppose les "rénovateurs" à ceux, qui dans le Parti communiste, s'interrogent sur la manière d'être le plus efficacement révolutionnaire. Pour nous, le problème ne se situe pas entre les communistes qui ont une différence d'appréciation sur la conduite à suivre, mais bien que le Parti communiste ne changeant pas, il existe des millions de gens qui, en désespoir de cause, vont soit "aller à la pêche", soit se rallier à la social-démocratie.

Ce processus est d'ailleurs largement engagé puisqu'entre la droite lepenisée et la gauche, même molle, le choix s'opère de cette façon. Mais la gauche, pour gagner durablement, ne peut avoir pour seule fonction de maltraiter un peu moins que la droite la société. Pour gagner, la gauche doit se rénover, c'est-à-dire s'attaquer réellement au chômage, notamment en réduisant massivement la durée du temps de travail. C'est-à-dire placer au centre de tout, le droit à l'égalité des hommes et des femmes, des citoyens, des peuples, des nations. C'est refuser l'exclusion, la société et le monde à deux vitesses ; ceux qui mangent et ceux qui ont faim ; ceux qui travaillent et ceux qui chôment ; ceux qui commandent et ceux qui obéissent. C'est encore le présent, mais c'est déjà le passé. C'est ne pas rester spectateur devant un système où le profit financier des uns se paie des sacrifices et de la misère des autres, de la destruction de la nature, de la santé, du pillage des ressources naturelles. Car de 1981 à 1986, sous prétexte que transformer la société s'est avéré plus difficile que prévu, la gauche a finalement renoncé à le faire. Et c'est là un des aspects essentiels de la crise des communistes, du Parti communiste. Cette crise nous n'avons pas à essayer de la nier, car nous en sommes issus.

Le mouvement rénovateur est issu de la crise du mouvement communiste et de notre refus de la suivre jusqu'à la marginalisation, et il s'appuie sur les mouvements sociaux de la dernière période qui confirment que nous avons raison de penser que le courant révolutionnaire ne s'est pas perdu dans les sables, bien au contraire, mais qu'il faut lui donner des perspectives politiques, que le Parti communiste ne lui en offre pas, et que le Parti socialiste, c'est une évidence aveuglante, ne joue pas ce rôle de vecteur de transformation de la société. Donc, s'il n'existe pas un courant stimulant qui se recompose à gauche, une force progressiste qui soit capable de rallier sur des propositions de réformes radicales de la société un mouvement suffisamment large, alors il n'y a pas de perspectives réelles dans ce pays, dans l'état actuel des choses.

"Dépasser le PC sur sa gauche"

Le mouvement rénovateur est né de ce constat, de cette crise, de cette nécessité absolument vitale maintenant de dépasser à gauche le Parti communiste. Cela veut dire que nous ne nous situons pas entre le PC et le PS, nous ne sommes pas un PC-bis. Voilà pourquoi beaucoup de monde regarde vers ce mouvement et ceux qui parlent et qui agissent en son nom, qu'il s'agisse d'une organisation politique comme la Ligue, mais aussi des mouvements comme les écologistes, les anti-racistes, etc. Je crois qu'au fond, sur les grandes questions, il y a identité de vues, ce qui ne veut pas dire identité absolue, mais sur le fond, tous ceux qui aujourd'hui, sont en

train de se rassembler ont le même type de réponse radicale à apporter sur les grandes questions. Ce n'est pas l'addition de départs, de petits morceaux d'une gauche qui aurait perdu pendant quinze ans des batailles d'appareils ou de rapports à la société. C'est tout autre chose qui est en train de se passer et c'est justement une des raisons de l'impact de la candidature de Pierre Juquin qui est annoncée depuis quelques mois. Ce qui se dessine aujourd'hui c'est l'idée de la nécessité d'une recomposition du courant révolutionnaire qui se soit pas un rassemblement groupusculaire, et quand je dis groupusculaire je ne vise personne et n'ai aucun mépris pour quiconque et surtout pas pour ceux qui ont su, dans des moments extrêmement difficiles, préserver une identité communiste dans la société. Je pense que nous avons tout intérêt les uns et les autres, et c'est ce qui me semble marquer le mouvement, à ne pas hésiter à revendiquer l'héritage qui est le nôtre. Nous sommes issus d'une sensibilité commune, même si nous avons des parcours différents, d'une culture portant ce qu'il y a de plus radical pour l'émancipation de la société.

"Notre source, c'est le communisme"

Nous n'avons nul besoin de nier d'où nous venons, pire, ce serait une erreur politique grave que de le faire. Tous les fleuves ont une source et notre source, c'est le communisme. Et beaucoup de gens aujourd'hui, sans d'ailleurs être communistes, certains d'entre eux même venant au mouvement en disant que le mot de communisme et ce qu'ils croient qu'il recouvre est gênant, pensent sur l'essentiel comme nous. Sur les grandes questions qui conditionnent le changement, les transformations révolutionnaires, il y a assez peu de choses qui nous séparent. Des millions de gens sont concernés, du fait même de l'histoire de notre pays et de la place qu'y occupe le courant communiste. Ce dernier remonte à bien avant la constitution du Parti communiste et fait partie du patrimoine, de l'histoire bien particulière du mouvement ouvrier français. Et à mon sens, l'une des raisons de la crise de la gauche en France, c'est que ce courant communiste qui ne s'est pas perdu, je le répète, n'a plus de représentation suffisamment crédible pour ceux qui sont plutôt, de cette sensibilité et qui sont des millions dans la société.

■ **Je voudrais que tu reviennes sur ce qui se passe en 1984, comment de larvée, la crise à l'intérieur du Parti communiste, devient ouverte, et comment, pour la première fois, quelque chose d'organisé - le courant rénovateur - va sortir de cette crise. Car jusqu'à présent, quand des individus, ou des groupes, étaient en désaccord avec la direction du Parti, ils partaient sur la pointe des pieds, et rejoignaient soit "leurs pantoufles" soit, souvent la**



Pierre Juquin (DR)

social-démocratie, mais jamais un regroupement qui, d'une part, proclamait comme tu viens de le dire, une identité communiste, et qui, d'autre part, se posait comme alternative au PC, en reprenant de façon organisée cette identité et cette tradition à son compte.

■ De façon apparemment paradoxale, pour bien comprendre ce qui se passe en 1984, il faut remonter en 1981. Il y a eu tous les décrochages dont j'ai parlé à partir de 1973, et qui je le répète se produisent en période d'union et s'amplifient en période de désunion, créant pour le moins un certain désarroi, car ces questions électorales ne peuvent être sous-estimées dans un pays comme le nôtre. Or, 1981 est le premier très gros décrochage électoral du PC qui passe d'un seul coup de plus de 20% à 15%. Nous nous sommes bien rendus compte à l'époque qu'il devait y avoir d'autres causes que les explications trop bien ficelées que nous donnaient la direction.

"Rénover de l'intérieur s'est avéré une impasse"

Mais dans le mois qui a suivi Mai 1981, il s'est produit une forme de réhabilitation artificielle du Parti communiste dans la société. Il ne faut pas oublier que par sa stratégie, le Parti communiste est très imprégné de cette question du suffrage universel et de la reconnaissance que permet ce dernier à l'intérieur de la société, et le fait d'avoir quelques ministres communistes au gouvernement a pu, d'une certaine manière, estomper ce grave revers. Et nous avons pensé que nous allions ainsi nous "refaire une santé", nous dispensant d'analyser les raisons de fond de ce recul. Les années qui ont suivi ont montré que bien loin d'être "réhabilité", le PCF n'a pas corrigé en profondeur sa pratique et a oscillé d'un opportunisme sectaire de gauche à un opportunisme de droite le plus plat. Il a, au fond, tout soutenu et tout justifié parce que nous étions au gouvernement. C'est ainsi que nous arrivons à juin

1984 et aux élections européennes, où le Parti communiste chute à 10%. Le Comité central qui a suivi les européennes fut une réunion extrêmement houleuse. Le rapport de la direction proposait comme seule explication le sempiternel "c'est la faute à tout le monde sauf nous" et cela est apparu lors de ce comité central comme très nettement insuffisant, pour utiliser un euphémisme, puisqu'une bonne trentaine d'intervenants se sont violemment opposés à ces analyses plus que sommaires de la direction. Ce qui est apparu avec force à ce moment-là, c'est qu'on ne pouvait s'en contenter et que la situation devenait trop grave.

Pour la première fois dans l'histoire du Parti communiste, à ma connaissance, un rapport du Comité central n'a pas été soumis au vote du CC et a été purement et simplement retiré. Mais, pendant les mois d'été, la direction a repris les choses en mains et a fait en sorte que dès le Comité central de septembre, tout était une nouvelle fois ficelé et les conditions à nouveau réunies pour que les dirigeants, et les militants les plus critiques soient progressivement isolés. Cela n'a pas été possible, même si en apparence, l'opération est maintenant réalisée, le 26e Congrès venant de sanctionner la fin du "nettoyage", le Parti communiste étant totalement uni à 99,3%. C'est un parti exsangue, un parti totalement fermé sur lui-même (et pourtant il a eu bien des périodes sectaires !), avec une unité de façade et, surtout, à quel prix ! Je cite au hasard : la Fédération de la Haute-Vienne décapitée, la Meurthe et Moselle où quasiment tous les principaux responsables ont été écartés ou se sont vus contraints de s'écarter d'eux-mêmes vu ce qui leur était proposé, etc. A quel prix donc, cette unité retrouvée ?

Le mouvement rénovateur qui a décidé d'exister, dès le début 1985, après le 25e congrès, s'est constitué avec comme première démarche, la volonté de rénover le Parti communiste de l'intérieur, nous n'avions pas renoncé à cette possibilité. Rapidement, cela s'est avéré une impasse, une impossibilité totale, pour une raison simple qui tient à la culture du Parti communiste. Cette culture qui se fonde sur un dogme que nous avons hérité de la période stalinienne, dogme non-écrit mais qui n'en fonctionne pas moins, c'est l'infaillibilité de la direction, le danger de la critique et l'incompétence de la base. Ce qui est particulièrement grave et qui me fait parler de culture communiste, c'est que cela n'est pas imposé par la direction, mais est intériorisé et fonctionne ainsi. Je ne suis pas personnellement surpris de voir un congrès comme celui qui vient de se dérouler. L'enthousiasme et la dureté de ton de ceux qui sont là ne sont pas feints ou suscités par la direction, c'est le produit du fonctionnement propre du Parti. Dans ces conditions, nous nous sommes vite aperçus des limites de cette volonté de rénovation de l'intérieur. Pour ma part, j'étais un de ceux qui étaient les plus sceptiques dès le départ. Nous avons commencé à fonctionner avec le souci de faire cir-

culer horizontalement les points de vue.

Dans le parti, il n'y a pas de tendances, il n'y a pas d'expression des minorités, chacun peut conserver son point de vue et continuer à le défendre mais toujours à l'intérieur des organismes auxquels il appartient, seulement, beaucoup d'entre nous ont été écartés de tous les organismes de direction. Nous avons donc commencé à transgresser l'une des lois fondamentales du Parti communiste en organisant la circulation horizontale des idées, ce qui était particulièrement grave, même pour nous personnellement, il faut bien le comprendre. Il ne faut pas croire que nous avons vécu tout cela d'une façon détachée, ce fut parfois douloureux. Nous nous disions que nous mettions le doigt dans quelque chose dont nous ne connaissions pas la fin et courrions le risque même d'être "incompris" par des camarades que nous estimions et qui nous estimaient en retour.

"Aller toujours plus loin dans la transgression"

Progressivement, nous avons de plus en plus transgressé les lois de fonctionnement du Parti, et nous nous sommes aperçus qu'à chaque fois que nous transgressions un peu plus ces lois, nous marquions des points, à la fois à l'intérieur du Parti, mais surtout, et c'est ce qui fut l'élément déterminant pour changer d'attitude, nous commençons à créer une dynamique dans la société elle-même. Ceux qui regardaient ce qui se passait à l'intérieur du PC, trouvait plutôt sympathique qu'il y ait encore des communistes à l'intérieur de cette espèce de grand corps en ossification avancée, qui continuaient à s'agiter et à dire des choses finalement assez intéressantes.

■ **Ce mouvement correspondait donc, selon toi, à un besoin d'une partie de la société ?**

André Lajoinie, candidat officiel du PCF (DR)



■ Absolument, cela correspondait à quelque chose de profond. Que les médias et d'autres aient relayé nos propositions assez complaisamment en tout cas au début, avec sans doute comme principal objectif de montrer que ce parti était dans un tel état de déchéance, qu'il n'avait plus grandes chances de s'en sortir, c'était marginal, le principal effet était l'intérêt suscité. Ceci dit, cette dynamique est arrivée rapidement à épuisement parce que je ne pense pas que les gens attendaient de nous que nous réformions le Parti communiste.

Ils attendaient de nous que nous leur fassions des propositions auxquelles ils puissent s'identifier et qui leur permettent de faire autre chose que de se résigner aux pantoufles ou à voter social-démocrate. Et donc l'existence dans ce courant communiste qui, qu'on le veuille ou non, quand on n'est ni de droite ni social-démocrate, est un point de repère essentiel, de gens qui manifestent une aptitude à renouer des liens solides avec la société, présentait un certain intérêt. Mais nous nous sommes vite aperçus que nous étions arrivés au bout de cette dynamique, que nous devions dépasser la situation créée, sans quoi, nous risquions de nous perdre, de tourner en rond, et de n'intéresser plus personne. Nous devions donc aller toujours plus loin dans la transgression tout en intervenant dans le champ réel de la société, d'où la publication d'un manifeste qui n'était pas réservé au seul usage interne du Parti mais qui était soumis au débat, sous forme de 47 questions, avec tous les révolutionnaires, tous les communistes de la société qui ne sont pas nécessairement tous au Parti communiste, loin s'en faut. On peut même dire, sans risque d'erreur, que l'essentiel des communistes et des révolutionnaires n'est pas au Parti communiste, numériquement parlant, n'y sont plus ou n'y ont jamais été.

"Créer une dynamique et être poussés par elle"

Nous avons donc continué à travailler de l'intérieur mais, de plus en plus, en nous orientant vers la société tout entière. C'est ce qui nous permis à la fois de créer une dynamique et d'être poussés par celle-ci. A partir du moment où nous nous sommes plus résolument tournés vers l'extérieur, nous avons reçu en écho l'intérêt d'une foule de gens. Progressivement, le mouvement des rénovateurs a pris de plus en plus d'autonomie. Mais pour bien relativiser nos "mérites", il est bon de préciser qu'il n'y a nul "génie" parmi ceux qui sont les animateurs du mouvement rénovateur.

Sans fausse modestie, à bien y regarder, nous n'avions rien de bien nouveau à proposer, sur le fond, que ce qu'un certain nombre de nos illustres prédécesseurs du mouvement critique communiste ont dit. Beaucoup d'entre-eux avec une bien plus grande aura que la moyenne d'entre nous et pourtant ils, n'ont pas eu un énorme



succès. Je pense à tous ceux qui après avoir alimenté des procès contre les autres se sont eux-mêmes trouvés exclus, Tillon, Casanova, Garaudy, entre autres. Et il y a eu des gens comme Maurice Kriegel-Valrimont, sans aucun doute l'un des dirigeants et l'un des hommes communistes de ce pays pour lequel j'ai le plus grand respect et la plus grande admiration, parce qu'il est à mon sens d'une fécondité de pensée et d'une verve d'esprit absolument remarquable. Sur l'essentiel, il disait dès 1960, ce que nous avons dit 25 ans plus tard. Tous ces hommes devant lesquels, je le répète, je me sens personnellement extrêmement modeste, n'ont pas eu le succès que nous avons rencontré.

Et pour expliquer que nous devons être très modestes, je dirais que nous tirons principalement notre force de l'état de faiblesse du Parti communiste. Quand ce dernier représentait au simple niveau électoral, socialement son poids était plus important, 20% ou plus, quand il comptait des centaines de milliers d'adhérents, des milliers d'élus, ceux qui étaient critiques il y a vingt ans, n'avaient strictement aucune chance d'être entendus, parce que cela n'avait pas de sens, c'était trop avant-gardiste d'une certaine manière, et donc, facilement suspect. Mais cela aurait justement pu permettre que les retards accumulés par le Parti communiste ne s'accumulent pas. Maurice Kriegel-Valrimont disait fort à propos voilà peu, qu'il ne suffit pas que le Parti communiste reconnaisse qu'il a commis des erreurs depuis 25 ou 30 ans, encore faut-il qu'il reconnaisse qu'il y a 25 ou 30 ans ceux qui ont posé des questions se sont vus écartés, sans exception, mis à l'écart, ce qui relativise tout de même considérablement la portée de la pseudo autocritique du Parti communiste actuellement.

Ce qui fait notre force donc, c'est l'état de crise avancée et la faiblesse du PC dans la société et le mouvement ouvrier aujourd'hui. Et, pour revenir à la candidature Juquin, dès lors que nous sommes dans une situation où un candidat issu du mouvement critique peut être en passe de

faire jeu égal avec le candidat officiel du Parti, voire de le dépasser, c'est bien évidemment une situation qui n'a strictement aucun point de comparaison avec les situations antérieures. Je peux paraître pécher par excès de modestie, mais nous sommes à un moment de crise telle de ce parti, que de fait, le mouvement rénovateur a plus de chances que les mouvements critiques d'avant, ce qui ne veut pas dire que tout allait de soi. Il a fallu que des militants aient le courage, je dis bien le courage, de prendre ce type d'initiatives, d'organiser, de dépasser, de transgresser leur propre comportement. Mais une fois cela fait, ils se sont aperçus qu'ils avaient devant eux un champ qu'ils n'espéraient pas aussi, sinon facile, du moins dégagé.

"La direction du PC ne s'est pas brusquement libéralisée"

Il y a un espace à occuper et qui est fondamentalement laissé libre par l'inadaptation, l'inaptitude à l'occuper du Parti communiste. Rien ne serait plus faux que d'exagérer la qualité intrinsèque de ce mouvement critique-là par rapport à ceux qui l'ont précédé, même si bien sûr, il n'était pas fatal, il n'était pas inscrit dans les faits, il aurait pu ne pas se produire, mais ceux qui ont eu le courage de le mener ont découvert en marchant qu'il y avait un terrain beaucoup plus favorable qu'ils ne le pensaient.

■ C'est aussi pour cette raison que de fait, la direction du parti a toléré des rénovateurs ce qui était impensable dans le passé, prises de positions et appels publics, revues, etc. On était auparavant exclu pour bien moins que ça...

■ Il ne faut pas croire une seconde que la direction du Parti communiste s'est brusquement libéralisée ou démocratisée dans la dernière période. Mais elle n'était pas dans la situation de faire plus que ce qu'elle a fait et au rythme où elle l'a fait.

L'objectif était ce qui vient de se passer au 26e Congrès et le rythme ne pouvait pas être précipité. Le fait qu'elle ait atteint son objectif montre qu'elle n'a pas changé quant au fond. Et c'est parce que les communistes rénovateurs ne se sont pas contentés du simple débat interne, duquel d'ailleurs ils ont tous été écartés au fur et à mesure, mais qu'ils ont cherché un appui dans la société qu'il devenait difficile pour la direction de taper sur eux. Nous n'avons pas fait de la crise du PC une affaire "privée" de ce parti mais nous sommes partis du postulat que le monde ouvrier

n'accepterait pas comme une fatalité, la disparition de ce pôle fondamental qu'est le courant communiste. Personne n'avait, au départ, à l'esprit, le rythme de développement du mouvement critique, son accroche de plus en plus significative avec la société. Aujourd'hui, c'est un phénomène indéniable. Tous les discours selon lesquels le mouvement rénovateur n'existait pas sont complètement oubliés. Nous l'avons bien vu lors du dernier congrès du Parti où l'on a beaucoup parlé de la candidature Juquin, tout en précisant qu'elle ne concernait pas le PC !

"Construire une perspective réellement nouvelle"

■ *Juste avant que nous ne parlions de cette candidature de Pierre Juquin, je voudrais que tu me parles un peu de toi, de ton parcours, du contexte particulier de la Lorraine avec la crise de la sidérurgie et les luttes qu'a connues cette région voilà quelques années, C'était aussi un endroit où le Parti communiste était très fort, très ouvrier, très implanté dans la société ouvrière et c'est aujourd'hui une région où sa crise est la plus ouverte. Que s'est-il passé pour toi, et non seulement pour toi mais pour toute cette couche de cadres et militants ouvriers particulièrement représentatifs de ce que pouvait se targuer d'être avec fierté, et à juste titre, le Parti communiste en France ?*

■ Toute l'histoire du Parti communiste en Lorraine et plus particulièrement en Meurthe et Moselle où nous sommes, est marquée par l'autocritique. C'était une nécessité vitale. Ce n'est qu'ainsi qu'il a pu se développer dans un contexte si dur. Quand on parle de luttes de classes dans la sidérurgie, il faut se souvenir de ce que cela signifiait voilà trente ou quarante ans. Le patronat était partout. Ce n'était pas les gens dont on devinait l'existence pour avoir lu leurs noms sur des listes de membres de conseils d'administrations. Ils étaient omniprésents physiquement, organisaient la vie de la naissance à la mort dans toute la localité. Aucune activité ne passait en dehors du patronat. Et c'est dans cette bataille extrêmement âpre contre ceux qu'on appelait les "Maîtres de Forges" que s'est constitué le mouvement communiste en Meurthe et Moselle. Inutile de préciser que cela ne pouvait se faire dans la facilité.

Autrement dit, les militants ont été formés par tradition à se remettre en ques-

tion en permanence, ce qui ne signifie pas, bien évidemment, qu'ils aient été exempts d'erreurs, de dogmatisme, etc. Je parle d'autre chose : sur le fond, la tradition, la formation des militants communistes dans ce secteur se sont faites de cette manière. Dire que cela s'est toujours exprimé, dans tous les cas et jusqu'au bout serait certainement exagéré. Il faut avoir l'honnêteté de dire que nous n'étions pas complètement à l'abri d'un mode de fonctionnement ou d'une culture du Parti communiste beaucoup plus générale. Pour ce qui me concerne, je suis issu de cette tradition-là. Mon père était mineur de fer ; j'étais sidérurgiste ; j'étais donc dans cette "filière", mais ce qui fut pour moi un énorme déclic, c'est que quoique convaincu qu'il fallait toujours agir de façon critique, je me suis aperçu, lors des luttes de la sidérurgie à Longwy en 1978-1979, que tout un tas de questions que nous pensions réglées, résolues dans la conscience des gens ne l'étaient pas. Les expériences de radios locales, en particulier de Lorraine-Cœur d'acier à Longwy, m'ont fait tinter aux oreilles des paroles du monde ouvrier dont je ne pouvais même pas imaginer qu'elles existaient. Je croyais la classe ouvrière, le monde ouvrier beaucoup plus homogène, beaucoup moins préoccupé dans le bon sens du terme, d'une foule de questions de société. Et, alors que nous occupions une position largement hégémonique dans ce secteur, nous avons connu une expérience d'une qualité, d'une nature démocratique que nous n'avions pas, nous communistes, été capables de promouvoir.

A partir de là, je me suis dit que nous n'étions pas les seuls, et que dans certains cas, il s'en fallait de beaucoup, à être les promoteurs d'une vie démocratique, d'une prise de participation des gens eux-

mêmes à leur propre existence, aux luttes, etc. Je me suis aperçu que nous nous accaparions un peu trop facilement du droit de parler au nom des autres. J'ai donc fait, pendant cette année-là, et non seulement avec des communistes mais avec des milliers d'autres, dans cette confrontation très libre, très ouverte, très frontale, très âpre parfois, l'apprentissage d'une autre pratique qui renvoyait à des questions de fond : quelle est la place du Parti communiste dans tout cela ? C'était des choses assez simples finalement, nous avons compris que cela ne pouvait se décréter, comme on ne pouvait décréter que nous étions le premier parti de la classe ouvrière, que nous avions raison sur tout, que tout devait passer par nous. Nous nous sommes aperçus qu'il y avait des connaissances, des avis, une multitude d'expériences, un patrimoine ouvrier morcelé qui existait dans toute la société et qu'il était de la plus haute importance pour le Parti communiste, non pour le corseter mais au contraire, pour jouer le jeu d'une émulation dans laquelle il risquait éventuellement de ne pas sortir vainqueur. Mais c'était une confrontation qu'il ne pouvait éviter.

Du point de vue de ma maturation personnelle, cette expérience fut capitale. Pour résumer donc, cette tradition autocritique historique assez ancienne des communistes de Meurthe et Moselle a été revivifiée, remise à jour, par la prise de conscience de cette diversité, cette richesse existant dans le mouvement réel. Nous avons appris à porter sur la société un regard moins prétentieux, plus correct, moins pédant. C'est cela qui nous a permis d'apparaître comme un outil utile, comme des militants utiles, car dans ces secteurs là, aussi, on commençait à s'écarter du Parti communiste dont on acceptait de moins en moins la suffisance, les réponses à tout, le sectarisme, car tout ce qui n'était pas sorti de notre crû était de toute façon jugé suspect et proposé aux travailleurs comme quelque chose d'éventuellement suspect. Voilà en gros, quelle fut ma démarche personnelle.

■ *Tu peux dire deux mots sur ta candidature en 1987 ? Ce fut un moment important, un test d'une certaine façon, pour les communistes de Meurthe et Moselle mais aussi plus largement pour l'ensemble du mouvement rénovateur ?*

■ C'était effectivement la première fois, je crois, dans toute l'histoire du Parti communiste français, qu'un militant se présente contre l'avis de la direction nationale et celui de la direction départementale, parce que la base le souhaitait. Là aussi nous avons vérifié les limites de ce que pouvait faire la direction. Il y a eu des tas de réunions internes pour intimiser l'ordre aux militants de ne pas aller à l'encontre de la direction. Les militants n'ont pas cédé, je n'ai pas cédé non plus, j'avais décidé "d'y aller" coûte que coûte, et ce pour deux raisons. La première, c'est que de toute manière j'avais la légitimité

de la base, la seconde c'est que j'entendais bien profiter de cette opportunité pour vérifier si ce que nous disions entre nous - l'importance de notre existence et de notre écho social - était fondé ou pas. Il s'agissait de vérifier si nous avions raison d'exister comme courant en dehors du parti officiel.

C'était un pari assez risqué et je pense que nous avons eu raison de faire ce choix. D'abord parce qu'à cause de la résistance de la base du parti, il n'y a pas eu de candidat communiste "officiel", la direction a fait une déclaration disant qu'il n'y avait pas de candidat communiste, n'ayant pas été capable d'en trouver un. Enfin, la direction attendait que cette candidature soit un échec cuisant, et elle a tout fait pour cela : tracts, lettre aux électeurs, tampons marqués "liquidateur" sur mes bulletins de vote qui devenaient ainsi des bulletins nuls, etc. Malgré tout, et alors que le Parti communiste avait fait dans ce canton là 11,36% aux régionales de 1986, j'ai fait 18,66% un an plus tard. Le test était donc probant. Dès cette époque, et là je vais manquer de modestie, je visais pour objectif, notre présence aux présidentielles, position sur laquelle j'étais assez isolé au départ, au sein même du mouvement rénovateur. Le but de ma candidature était donc très ponctuel et local, mais pouvait également nous servir sur le moyen terme, étant bien entendu qu'une cantonale n'est pas une présidentielle mais qu'il y a toujours des leçons à tirer de l'expérience.

"avancer dans le processus de recomposition du mouvement révolutionnaire"

Nous y avons appris que nous devons être présents lors des échéances politiques. D'une certaine manière, les présidentielles peuvent nous aider à rassembler autour d'une candidature, les forces qui existent dans le pays. Nous le voyons avec le réseau de comités qui commence à se mettre en place un peu partout. Nous savons que même si le processus de recomposition du mouvement révolutionnaire sera long, en tout cas plus que l'espace d'une campagne électorale, cela me semble évident, on ne pouvait adopter l'attitude consistant à dire, parce que ce sera long et parce que nous ne sommes pas totalement prêts, nous nous retirons et nous laissons passer. Quelle que soit la position que nous avons sur le principe de cette élection, pour ma part je suis contre, comme je l'ai déjà dit lors d'une

interview à *Rouge*, cette échéance existe et l'on ne peut nier qu'elle va déterminer dans une certaine mesure le cours de la vie politique en France dans les prochaines années.

Aussi, ceux qui ne sont pas présents courent, de fait, le risque d'être marginalisés. On ne peut se contenter d'être une simple force de propositions ou de discussions, il faut que l'on puisse commencer à compter, au plan électoral comme ailleurs. Si au soir de l'élection présidentielle, des millions de gens ont voté pour notre candidat, la situation politique de ce pays s'en trouvera radicalement modifiée.

■ **Quel est le rôle de la candidature de Pierre Juquin ? Servir de catalyseur ?**

■ Je crois que la candidature de Pierre Juquin est à la fois le résultat d'une dynamique et un élément de cette dynamique. J'ai expliqué comment ma candidature avait été un moment de vérification de l'existence de cette dynamique. Elle signifiait que les gens ne se contentaient pas de nous regarder avec sympathie, mais qu'ils commençaient à se dire "si quelque chose se met en place de ce côté là, ça peut m'intéresser". Donc cette dynamique elle-même a commencé à nous pousser. Nous sommes passés du stade où nous étions des aiguillons d'une dynamique à celui où la dynamique nous obligeait à franchir l'étape suivante.

Si nous n'avions pas pris des décisions pour sortir du Parti communiste, pour construire quelque chose en dehors de ce parti, assumer en fonction de ces choix toutes les conséquences qui en découlent, et être présents sur le champ politique et social, il est évident que la dynamique serait retombée. Preuve en est que depuis la proclamation de la candidature de Pierre Juquin, des choses nouvelles se passent. Je vais prendre un exemple. Un vieux militant ouvrier communiste qui avait soutenu ma candidature lors de la cantonale de 1987, et pour qui d'ailleurs, il n'était pas simple de franchir ce pas, m'a raconté que

son fils, qui travaille à l'usine de Pont-à-Mousson, également militant syndical, n'a pas soutenu ma candidature bien que je sois un candidat rénovateur, mais a soutenu le candidat socialiste dès le premier tour. J'apparaissais encore comme partie prenante du Parti communiste, et les gens comme lui ne faisaient pas tellement la différence.

Mais maintenant que le courant rénovateur existe en tant que tel, alors ça l'intéresse et il va soutenir Juquin. C'est ça qui illustre d'une certaine manière la dynamique : des gens nous ont suivis pendant un temps, nous ont même poussés à franchir des étapes et le fait de les avoir franchi a récréé une dynamique qui nous oblige elle-même à progresser encore. Et, de ce point de vue là, la candidature de Pierre Juquin est un élément qui favorise cette dynamique tout en étant le produit. Ce qui est incroyable, c'est quand on voit notre point de départ. Nous n'avons pas commencé par dire "nous allons présenter un candidat à l'élection présidentielle", nous avons commencé par vouloir faire circuler horizontalement l'information dans le Parti communiste, et tout cela en moins d'un an ! En une année, nous sommes passés de la critique interne au Parti à la présence aux élections présidentielles. Il faut mesurer le chemin parcouru ! Ce n'est plus un progrès, c'est un saut qualitatif dont il faut essayer d'apprécier le côté assez vertigineux.

Le mouvement des rénovateurs du début n'est pas le même que celui d'aujourd'hui. Numériquement il est plus important à l'heure actuelle et qualitativement, il s'est modifié. Un certain nombre de gens qui étaient dans le mouvement l'ont quitté, parce qu'ils y étaient surtout pour rénover le Parti communiste de l'intérieur et ne se reconnaissaient plus dans le fait qu'on soit extérieur ; par contre, un certain nombre de ceux qui n'y étaient pas au début parce qu'ils n'étaient pas intéressés à rénover le PC, ou qu'ils n'y croyaient pas, nous ont maintenant rejoints parce qu'il s'agit d'autre chose. Ce n'est donc pas un mouvement linéaire et

monolithique, c'est un mouvement "en mouvement", qui laisse sur le bord du chemin un certain nombre de gens qui ne veulent pas, pour le moment, suivre jusque-là, qui en interpelle d'autres, qui en capte d'autres et, ainsi se transforme lui-même. Cela se fait dans le respect du rythme de chacun, sans couper aucun lien, en en nouant même de nouveaux.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de ne pas pré-établir les



La lutte de la sidérurgie (DR)

formes d'organisation, de ne pas établir la plate-forme de parti trop prématurément. Nous savons bien que la forme organisationnelle est incontournable sans quoi il n'y a pas de parti révolutionnaire, il n'y a pas de révolution possible, nous savons bien que la plate-forme et le programme politiques du parti sont incontournables et qu'il nous les faut, mais nous ne voulions pas les fixer au départ précisément parce que nous avons noté ce mouvement, cette dialectique-là. Et c'est au terme de la première étape que nous verrons. Avec tous ceux qui se seront associés à cette expérience ou qui voudraient s'y associer, seulement à ce moment-là. J'insiste beaucoup là-dessus parce qu'on parle souvent de la "seconde étape".

Je pense que quand on est révolutionnaire, il faut être optimiste et qu'il y aura une deuxième étape. Mais il faut bien se mettre dans la tête que pour le moment, il n'y a qu'une seule étape et si celle-là n'est pas réussie, il n'y aura jamais de seconde étape. Donc le problème est moins de parler de la seconde étape, voire des étapes ultérieures, que de concentrer toute notre énergie, notre réflexion, notre intelligence, sur la réussite de cette étape-là, qui conditionne tout. Si nous voulions précipiter le mouvement, casser les rythmes, nous prendrions un très gros risque. Nous sommes tous assis sur la même branche et ne pouvons prendre le risque de la scier, c'est toute la dynamique qui retomberait, et c'est non seulement des militants qui se sont impliqués dans l'affaire, c'est aussi, d'une certaine façon, des millions de gens dans la société qui seraient terriblement déçus et qui verraient pour très longtemps se fermer une nouvelle perspective. Il faut donc être extrêmement vigilant et quand je parle de respecter les rythmes, cela ne signifie pas traîner les pieds. Ceux qui, à l'intérieur de ce mouvement veulent aller un peu plus vite que les autres, doivent avoir la possibilité de le faire, il ne s'agit en aucun cas de rabaisser le niveau. Parce que mon expérience personnelle me prouve que si depuis deux ans, il ne s'était pas trouvé des gens qui précipitaient un peu les rythmes, nous n'en serions pas là. Il faut de l'audace tout en sachant jusqu'où l'on peut être audacieux. Cela n'est pas facile.

■ *Sur la base de ce que tu viens de dire, je crois qu'il faut effectivement voir comment va se dérouler la campagne et quel va-t-elle son résultat. Nous constatons pour le moment que la candidature de Pierre Juquin a un impact assez spectaculaire, notamment dans la jeunesse. Des milliers de gens qui ne militaient plus ou n'ont jamais milité dans une quelconque organisation politique, se retrouvent, aujourd'hui, ensemble dans les centaines de comités qui se mettent en*

place. Sans sous-estimer qu'il puisse y avoir des problèmes - il y en aura certainement -, tu disais toi-même qu'être révolutionnaire, c'est avoir une bonne dose d'optimisme, si nous prenons donc l'hypothèse optimiste, que se passe-t-il après ? Quels sont les projets ?

■ Je ne répondrai pas à cette question. Parce que je suis convaincu que l'étape actuelle conditionne la suite. Nous avons décidé ensemble de travailler à la recomposition, à la reconstruction d'un mouvement révolutionnaire. Prendra-t-il la forme d'un parti, d'un mouvement, ce qui est certain, je le répète, c'est que la forme organisée est incontournable. Nul ne peut y échapper. Il peut exister d'autres structures, pour lesquelles j'ai le plus grand respect, Arc-En-Ciel, etc. Mais vouloir concilier tout le monde pour le plaisir d'être nombreux ne constitue pas nécessairement une base de clarification et d'efficacité en termes politiques.



Je pense qu'il faut une organisation, avec des principes de fonctionnement, un programme politique. Tout le monde en est plus ou moins conscient, mais j'ai l'intime conviction, qu'il est prématuré de dire aujourd'hui quelle en sera la forme exacte et si elle sera définitive. Nous sommes au début de la recomposition d'un mouvement qui s'appuie sur plusieurs piliers. Il s'appuie sur ce que j'appellerai des "couches vierges" de la société, des gens qui arrivent à la politique. Les jeunes, par nature, mais pas seulement. Et la contradiction, c'est que ce mouvement est principalement marqué par des gens qui eux, ont une culture politique, viennent d'horizons différents, ont eu des trajectoires séparées. Pour ce qui est des militants communistes rénovateurs, pour la grande majorité d'entre-eux, sinon leur totalité, à des degrés divers, leur engagement dans le mouvement rénovateur, s'est fait au terme d'une crise personnelle parfois grave. Ce n'est guère simple de quitter le Parti communiste, de dire "j'ai milité vingt ans dans une organisation - ce qui est mon cas - et maintenant je passe à autre chose". Cela est aisé sur le papier. J'en suis là maintenant, je vis sans drame mon départ du PCF ce qui ne signifie pas que la rupture ne fut pas dramatique.

Nous sommes tous issus d'une his-

toire, d'une culture, nous avons nos modes de fonctionnement, nous avons une tendance à anticiper. Cette anticipation est absolument nécessaire mais il ne faut pas qu'elle se métamorphose en précipitation. Cette reconstruction d'un mouvement ouvrier et révolutionnaire qui a été assez meurtri, doit se faire avec énormément de prudence - qui ne signifie pas frilosité - mais avec une écoute décuplée de la réalité du mouvement social. Il ne suffit pas de le deviner, de le subodorer, il faut vraiment l'intégrer, s'en imprégner profondément. Plus nous nous en imprégnons, mieux nous saurons, avec l'ensemble des protagonistes de cette expérience, définir les étapes ultérieures. J'ai bien sûr mon avis, mais je ne souhaite pas le donner parce qu'il est possible que dans quelques mois, j'aurai beaucoup avancé, nous aurons tous beaucoup avancé. Il faut se donner toutes les chances de réussir face aux batailles qui nous attendent. C'est que nous avons des outils complètement sclérosés à gauche, et nous avons l'ambition d'être les

porteurs, de vouloir représenter l'ave-nir progressiste possible de la France. C'est une ambition extrêmement élevée. Et parce qu'elle est telle, il faut avoir l'intelligence et la précaution - pas la frousse - de ne pas faire la moindre erreur. Pour la première fois peut-être, et parce que la crise n'a jamais été aussi grave, il existe une réelle possibilité de recomposition de quelque chose qui "ait de la gueule" et qui compte dans la vie politique.

Ce que je peux dire pour l'instant, c'est que forme organisée, programme, sont incontournables ; mais le contenu, les formes d'élaboration, les formes de délégation de pouvoir, le rôle des directions etc., tout ce qui conditionne la vie de ce nouveau mouvement, de ce nouveau parti reste à déterminer, à construire. Si nous établissons un cadre et que nous disions c'est d'abord par là qu'il faut en passer, je crois nous priver de potentialités considérables. Bien évidemment, à un moment donné il faudra décider, mais c'est tout ce mouvement qui devra décider. Et peut être, parce que ce processus sera long, verrons-nous des formes d'organisation transitoires. Nous en avons nous-mêmes inauguré quelques-unes, mais ce sont des formes qui ne sont pas propres au seul mouvement rénovateur. Par exemple, les organismes de direction sont à chaque fois réels. Nous avons une coordination nationale qui réélit à chaque fois ses représentants, idem pour les coordinations départementales, idem pour le bureau. Nous avons simplement recommandé, mais ce n'est pas une règle intangible, que, pour des mesures d'efficacité, jusqu'aux élections, sauf problème majeur, les délégués ne changent pas trop souvent parce qu'il faut une certaine continuité.

Ainsi, en marchant, nous inaugurons

des formes qui ne sont pas la reconduction de la délégation de pouvoir que nous avons connue jusqu'à maintenant. Nous savons que ce que j'appelais les "couches vierges" qui viennent à la politique maintenant sont également extrêmement sourcilieuses et très méfiantes vis-à-vis de ce qui existe par ailleurs, et ne veulent pas s'engager dans n'importe quoi. Il faut leur donner des garanties et des garde-fous démocratiques. Peut-être faudra-t-il envisager une forme transitoire fédérative, un front, par exemple. En tout état de cause, cette dynamique qui est en train de naître, montre bien qu'elle n'a pas eu besoin d'un cadre extrêmement rigide pour le faire. Je dirais même à l'inverse, que je suis convaincu qu'un cadre trop rigide n'aurait peut-être pas été un élément de mobilisation efficace. Partout où nous allons, revient le même leitmotiv : les garanties. Non seulement par rapport au programme du candidat, mais par rapport à ce que nous sommes en train de faire. Il faut que les gens sentent que la principale garantie, c'est que tout leur appartient. D'où l'idée des assises, des comités, toute cette démarche.

■ **Je crois que tout le monde est conscient que s'il peut exister quelque chose de nouveau, ce ne pourra être la simple somme de ce qui existe, les renovateurs, la Ligue etc. Ce doit être radicalement nouveau et finalement avoir beaucoup d'ambition.**

■ Je crois que ce qui est extrêmement positif dès le départ, c'est que tous, qu'il s'agisse des organisations d'extrême-gauche ou de gauche, des écologistes, tous ceux qui se reconnaissent dans ce mouvement, qui ont envie de participer à cette expérience, nous sommes d'accord pour dire qu'il ne s'agit ni d'une simple addition ni d'une répétition de ce qui a pu exister. C'est déjà un point de départ qui tranche avec les expériences antérieures et qui a beaucoup plus de chances de réussir parce qu'on perçoit déjà assez bien ce qu'il ne faut pas faire. Nous découvrons au fur et à mesure comment nous pouvons le mettre en place, mais ce qui domine chez les uns et les autres, c'est le sentiment qu'il faut faire attention à ce qu'on essaye de faire. L'idée qu'on puisse intervenir dans ce mouvement pour "récupérer", peut certes, habiter certains individus, mais je crois qu'en tant qu'organisation, il n'y en a pas dont cette pensée détermine l'adhésion, le soutien ou la participation à cette dynamique, à ce mouvement. Dans toutes les réunions auxquelles j'ai assisté, j'ai moi-même été surpris de la rapidité avec laquelle les querelles anciennes sont renvoyées au domaine de l'histoire, mais ne peuplent plus les discussions.

Pour ne prendre qu'un exemple, per-

sonne ne vient en se traitant d'affreux trotskard ou d'ignoble stalinien. Il est assez illustratif que ces deux catégories-là, qui sont assez marquantes dans le mouvement, aient réussi à faire l'effort, l'une comme l'autre, de dépasser ce qui nous divisait hier pour ne garder que ce qui pourrait éventuellement aujourd'hui nous rapprocher et qui pourrait nous permettre de travailler ensemble. Bien sûr qu'il existe des problèmes, comme d'ailleurs il en existe entre individus d'une même organisation, parce que la diversité existe. Mais le reste a disparu et ça, c'est un pari que ni les uns ni les autres, à mon avis, n'aurions fait voilà simplement deux ans.

■ **Je pense que tous les protagonistes de l'affaire sont conscients du fait qu'il s'agit d'une opportunité "historique", sans vouloir tomber dans les grands mots. La possibilité concrète de reconstruire un mouvement révolutionnaire ne se présente pas tous les jours, et tous nous savons que si nous "loupons" cette chance,**



Cheminots, jeunes, une soif de démocratie (DR)

nul ne sait quand elle pourra se représenter.

■ Nous pouvons "louper", mais tôt ou tard, sous d'autres formes, ce mouvement reprendra. L'ennui, c'est qu'il peut reprendre sous des formes qui ne sont pas nécessairement les plus efficaces pour transformer réellement la société, et le temps perdu ne se rattrape pas. Mais je pense que nous n'avons pas le droit de risquer un échec. Parce que nous portons une responsabilité historique, parce que ce qui est en train de naître, de se développer, montre qu'on regarde vers nous avec un peu plus que de l'intérêt au sens électoral du terme. Dans les réunions que nous faisons nous voyons beaucoup de gens qui viennent en disant que la candidature Juquin les intéresse, mais en même temps et presque davantage, ils disent qu'il peut enfin exister autre chose qu'un PC sclérosé et un PS de collaboration de classe. C'est en fonction de cet élément que la candidature de Pierre Juquin prend toute sa valeur, parce qu'elle peut exprimer cette exigence. Cela n'a rien à voir avec des gens qui se rassemblent pour faire un "coup" électoraliste. Notre objectif n'est pas que Pierre Juquin soit président de la République, mais qu'on fasse un score signifi-

catif et que commence à se rassembler en dehors du PC et du PS un courant stimulant à gauche qui fasse qu'on en finisse avec cette oscillation allant des espoirs les plus fous aux plus grandes déceptions. Si le sens de cette candidature est perçu, c'est-à-dire un moment de mobilisation du mouvement en marche, il n'est pas très important que nous ayons pour le moment un programme sur tout. Nous avons besoin de grands axes qui marquent le point de rupture avec le système et son dépassement. Notre objectif dans cette campagne n'est ni d'avoir un président de la République ni même d'entrer au gouvernement. Il est qu'au soir des élections, les comités qui se sont constitués se dissolvent de fait, non pour aller dans leurs pénates mais pour décider ce qu'il faut faire avec les organisations structurées existantes qui y auront participé.

Bien évidemment le score que nous ferons n'est pas indifférent, car il détermine la suite, c'est évident pour tout le monde. Si nous ne faisons pas d'erreurs,

nous pouvons gagner. Je crois qu'un courant renouvateur s'est exprimé dans les mouvements de l'an dernier, les jeunes, les instituteurs, les cheminots. Renouvateur non pas au sens de ce que nous sommes nous, mais bien d'une véritable volonté de rénovation sociale. Si nous réussissons à être reconnus comme la perspective politique possible et en construction de cette volonté sociale, c'est une transformation radicale. Nous devons avancer les quatre ou

cinq axes de notre profil pour cette présidentielle : le droit au travail, la protection sociale, le nucléaire civil et militaire, la démocratie, l'auto-gestion, l'égalité, les questions de la rupture avec le système capitaliste dont j'ai déjà parlé. Si, sur ces grandes questions, nous sommes capables de prendre en compte ce qu'il y a de plus progressiste et de plus avancé dans la société, à être perçus comme les porteurs les plus pertinents de ces aspirations, alors beaucoup peuvent se reconnaître en nous, et avoir ainsi la possibilité de dire qu'ils appartiennent à un courant de la société française qui existe et entend bien exister. Les conditions existent pour que nous puissions réussir. Cela suppose que nous écartions tout ce qui est sectaire, marginal, et que l'on retienne tout ce qui unit et, plus largement, constitue pour le monde du travail, une perspective réellement nouvelle. ■

**Propos recueillis,
le 8 décembre 1987,
par Ariane MERRI.**

La conférence d'Arusha

LA CONSTRUCTION D'UN VASTE mouvement de solidarité militante avec le combat anti-apartheid est loin d'être une tâche aisée.

La question du boycott économique, par exemple, pose divers problèmes pour que l'objectif puisse être mis en pratique.

Il est de plus en plus évident qu'un soutien solide à cette lutte ne pourra être bâti que sur la mobilisation de la jeunesse, des travailleurs et de leurs organisations. Cette affirmation ne signifie pas que toute autre bataille démocratique soit inutile. Mais, tout indique aujourd'hui que la lutte révolutionnaire des Noirs sud-africains met en jeu de tels intérêts politiques et stratégiques, que la bonne conscience anti-apartheid de certains cercles bourgeois, libéraux ou réformistes n'a rien de définitif et, dans ce contexte, la position des Soviétiques sera déterminante. C'est ce qui vient encore d'être démontré lors de la Conférence internationale réunie à Arusha, en Tanzanie, les premiers jours de décembre, à l'initiative du Congrès national africain (ANC).

Vu les difficultés actuelles du mouvement de masse en Afrique du Sud même, des initiatives diplomatiques peuvent maintenir une certaine pression sur le gouvernement de Prétoria. Mais, là encore, on constate les difficultés que rencontre ce type d'activités, compte tenu des grandes négociations en cours. Nous publions, sur cette conférence, un article paru dans l'hebdomadaire sud-africain *Weekly Mail*, du 17 décembre 1987 journal démocratique de gauche, généralement bien informé et sans animosité vis-à-vis de l'ANC.

Weekly Mail

APPELER ET ORGANISER son propre congrès international est une étape majeure pour un mouvement de libération nationale, surtout quand des représentants d'Etats font partie des invités.

La conférence convoquée par l'ANC la semaine passée à Arusha, au pied du Kilimandjaro, fut une occasion pour ce mouvement de démontrer son immense prestige international.

Des groupes de solidarité venant de plus de 50 pays allant du Kampuchea aux Etats-Unis, participèrent à l'événement, décrit par les officiels de l'ANC comme "*le parlement du mouvement anti-apartheid mondial*".

Peu d'éléments nouveaux

Comme on pouvait le prévoir, la réunion s'est close par un appel à redoubler d'efforts pour imposer des sanctions au gouvernement sud-africain et pour travailler à son isolement diplomatique total. Un programme d'action a été rédigé, contenant des objectifs précis, tels l'arrêt des crédits à Prétoria et le développement des "sanctions populaires" contre les produits en provenance d'Afrique du Sud.

Peu d'éléments neufs dans ces appels

et leur impact doit être relativisé par le fait que la conférence d'Arusha était un rassemblement de gens déjà convaincus et décidés, selon les mots d'un représentant de l'ANC à "*donner un nouvel élan au mouvement de solidarité international*".

Leur unanimité sur la nécessité de sanctions drastiques contre Prétoria ne résoud pas l'obstacle le plus important que rencontre l'ANC dans son offensive diplomatique : comment briser les liens, entre autres économiques, qu'entretiennent des pays occidentaux comme la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest avec Prétoria et qui minent la mise en application des sanctions ?

Sur beaucoup de plans, la conférence fut décevante. Beaucoup des invités les plus importants n'y assistèrent pas et ce, pour diverses raisons.

Le chanteur Stevie Wonder et le candidat aux élections présidentielles Jessie Jackson, comme bien d'autres militants Noirs du mouvement anti-apartheid, demeurèrent aux Etats-Unis pour assister aux funérailles du maire noir de Chicago Harold Washington.

Le haut commandement du Umkhonto we Sizwe (bras armé de l'ANC, ndlr) - le Commandant Joe Modise, le chef d'état-major Chris Hani et le commissaire politique Steve Tshwete - n'était pas là, pas

plus que le Secrétaire général du Parti communiste Joe Slovo. "*Quelqu'un doit garder le fort*" expliquèrent les officiels de l'ANC. "*Ils sont fatigués des sempiternelles conférences internationales*" disaient d'autres.

Le plus clair de la conférence fut consacré à des messages de solidarité sans fin qui, après quelques heures paraissaient totalement identiques.

Beaucoup de gens de l'ANC qui étaient là ressemblaient à un corps diplomatique sans gouvernement, "ambassadeurs" en poste au loin, dont la mémoire du "pays" s'estompe dans les longues années d'exil.

Comme initiative diplomatique, la conférence aura au moins permis à l'ANC d'expliquer clairement aux mouvements de solidarité de par le monde, ses perspectives sur la lutte à mener.

La position de l'ANC sur la question des négociations consiste à reconnaître la nécessité de conversations en fin de parcours, mais uniquement si elles portent sur le transfert du pouvoir à la majorité. Avant que ce but ne soit clairement atteint, l'organisation ne renoncera pas ou ne suspendra pas la lutte armée. Des négociations dans un futur proche avec le gouvernement du Parti national sont ainsi écartées, subordonnées qu'elles sont à la lutte internationale, politique et, plus importante, à la lutte armée que mène l'ANC contre Prétoria.

Les objectifs à long terme de l'ANC dépendent ainsi en grande partie de la guerre de guérilla qui, malgré des déclarations d'intensification massive, demeure largement sans effets.

La tiédeur des Soviétiques

Des sources en provenance de l'ANC indiquent qu'un événement "majeur" pourrait se produire dans les mois qui viennent, semblant ainsi confirmer des déclarations de Steve Tshwete, mais les cyniques affirment qu'ils l'ont déjà souvenement entendu.

L'ANC perçoit qu'il doit franchir une étape supérieure dans la lutte armée s'il veut pouvoir mettre sur la table des négociations quelque chose de substantiel à discuter. C'est pour cette raison, que des déclarations récentes faites par des spécialistes soviétiques influents et se faisant l'avocat d'une solution politique, sont porteuses d'un danger potentiellement plus grand pour l'ANC qu'un relâchement à l'Ouest de la campagne pour les sanctions.

Ces déclarations furent vigoureusement démenties à la conférence par les membres du comité soviétique de solidarité, l'un d'entre eux suggérant même que les "dissidents", Gleb Starushenko et Victor Goncharov de l'Institut africain de Moscou, devraient être sanctionnés. (1)

1) Gleb Starushenko et Victor Goncharov ont tous deux exprimé dans des articles ou des conférences, des vues qui étaient supposées refléter l'opinion du Kremlin. Ils semblaient favorables à un accord politique minimum entre l'ANC et le pouvoir. Goncharov avançait même l'idée d'un accord entre Moscou et Washington sur cette affaire. Leurs positions ont été publiées dans la presse démocratique sud-africaine et abondamment discutées.

**Message de Y. Vagris, député
Président du Soviet suprême de l'URSS,
à la conférence.**

**"Les possibilités d'un accord
politique sur les problèmes que
connaît l'Afrique du Sud, ont
largement été discutées. Nous
sommes favorables à un tel accord.**

**Pour autant que nous le
sachions, malgré la politique de
répression à son encontre, l'ANC ne
rejette pas la possibilité d'une telle
solution politique.**

**Cependant on peut douter de la
bonne volonté du gouvernement
Botha de rechercher cette
solution. Nous pensons qu'un
accord politique présuppose avant
tout, un climat politique approprié,
ce qui signifie la libération de tous les
prisonniers politiques, la levée de l'état
d'urgence, le retrait des troupes et de
la police de toutes les villes noires, la
levée de l'interdiction qui touche
l'ANC et toutes les autres
organisations politiques. Tant que
cela ne sera pas fait, nous ne
voyons pas ce qui pourrait créer les
conditions favorables pour entamer
un processus d'accord avec
le gouvernement Botha. Plus,
l'attaque lancée, voici peu, par
l'armée sud-africaine contre les
camps de réfugiés namibiens dans le
sud de l'Angola, ne peut être vue que
comme un défi à la communauté
internationale".**

Ils déclarèrent que Starushenko et Goncharov exprimaient leurs vues "personnelles" depuis vingt ans, et que l'Ouest leur prêtait maintenant attention parce qu'ils publiaient en Anglais.

Malgré tout, les actions officielles du gouvernement soviétique - et notamment l'action menée en commun avec les Etats-Unis en septembre dernier pour bloquer l'expulsion de l'Afrique du Sud du Commissariat international à l'énergie atomique - ont été critiquées par certains délégués.

L'un des points principaux du programme d'action qui fut adopté par la conférence précise que l'Afrique du Sud doit être expulsée du Commissariat l'an prochain.

Le dirigeant soviétique Mikhail Gorbatchev envoya un message de "soutien indéfectible et total à la libération de l'Afrique du Sud", sentiment dont le président du Soviet suprême, Youri Vagris, qui assistait à la conférence, se fit l'écho.

Mais, comparée aux déclarations de Nyerere et du Président de l'ANC, Oliver Tambo, les positions des Soviétiques sur les négociations de l'ANC avec Prétoria, surprisent par leur tiédeur. Vagris déclara qu'une solution politique - que soutient l'Union soviétique - pourrait se matérialiser si Prétorialibérait les prisonniers politiques, supprimait l'état d'urgence, retirait ses troupes des townships et levait le banissement de l'ANC et des autres organisations politiques.

Ce sont les liens persistants de Prétoria avec les pays occidentaux qui occupent cependant le plus clair du temps des délégués à la recherche de moyens pratiques pour accroître les sanctions contre l'Afrique du Sud.

C'est contre les dirigeants de ces pays, et notamment le Premier ministre de Grande-Bretagne, Margaret Thatcher, qui a qualifié l'ANC "d'organisation terroriste", que la conférence était dirigée. Mais en dehors de la déclaration finale appelant à durcir ces sanctions, la confé-

rence elle-même ne répondit pas à la question de savoir comment ce but pouvait être atteint.

Cette rencontre fut, malgré tout, une occasion, pour les groupes de solidarité de commencer à planifier ensemble une action conjointe, le boycott de Shell étant l'exemple le plus clair de ce qui pourrait être fait.

**Johannesburg
11 décembre 1987**

AFRIQUE DU SUD

Les affrontements au Natal

DEPUIS LE DEBUT SEPTEMBRE au moins 200 personnes ont trouvé la mort au cours d'affrontements opposant partisans et adversaires d'Inkatha, le mouvement réactionnaire zoulou de Mangosuthu Gatsha Buthelezi.

Ces heurts ne sont pas nouveaux, Buthelezi n'ayant jamais accepté le développement des forces progressistes les plus militantes contre l'apartheid, principalement le Front démocratique uni (UDF) et la confédération syndicale du COSATU. Ce qui tranche avec les affrontements du passé c'est le fait qu'ils se déroulent à une échelle sans précédent. Aujourd'hui le Natal, et particulièrement la région de Pietermaritzburg, sont au bord d'une guerre civile dont l'enjeu est la survie même de l'opposition progressiste dans la région.

Nathan PALMER

ON NE SAURAIT comprendre les raisons de cette tornade meurtrière sans analyser la personnalité de Buthelezi, son mouvement, la politique qu'il suit tant vis-à-vis des forces progressistes qu'à l'égard des partis blancs et sans évoquer les particularités du Natal, la province d'Afrique du Sud où se déroulent ces événements.

Contrairement à certains autres potentats mis en place par Prétoria au cours de simulacres d'indépendance, le *chef ministre* du KwaZulu n'est pas une simple marionnette. Il est une carte qu'entendent jouer ceux qui, en Afrique du Sud et dans les pays occidentaux, s'inquiètent des menaces pour les intérêts capitalistes lorsque l'apartheid sera à l'agonie.

La trajectoire de Buthelezi

Mangosuthu Gatsha Buthelezi aura tout fait pour cela grâce à la complaisance de nombreux médias occidentaux. Ne se vante-t-il pas de son appartenance passée à l'ANC qui a maintenu des contacts quasi publics avec lui jusqu'en 1980, de son rejet total de l'apartheid, de son refus de

voir le bantoustan qu'il dirige, le KwaZulu, accéder au type d'indépendance que Prétoria a prévu pour les réserves noires ?

Le revers de cette médaille, ou plutôt sa contrepartie, se trouve dans l'acharnement avec lequel Buthelezi s'oppose à toute politique de sanction à l'encontre de l'Afrique du Sud et se fait le champion du libéralisme économique.

Lorsque le gouvernement sud-africain crée l'"Etat national zoulou" en 1959, ce territoire se compose de 150 parcelles éparses. Ce chiffre sera ramené à 40 en 1980, puis à 25, l'ensemble représentant 38% de la superficie du Natal et regroupant 50% de sa population.

Des 6 millions de personnes rattachées à l'ethnie zoulou, seules 3,866 millions vivaient en 1984 sur ce qui constitue le KwaZulu. Drôle d'Etat "national" que ce territoire morcelé qu'habite à peine plus de la moitié de sa population théorique ! (1). Prétoria avait eu d'ailleurs l'intention de séparer l'une de ces parcelles, Ingwavu-

1) Les Zoulous représentent aussi le groupe ethnique dominant (20%) dans la région Prétoria-Witwatersrand-Vereeniging, dans le Transvaal, qui est à l'origine de la moitié de la production industrielle sud-africaine. Philip Smit, "Process of black urbanisation," dans H. Gilmore et Lawrence Schlemmer, *Up against the fences*, David Philip (1985).

ma, pour la rattacher au Swaziland, pays indépendant, voisin de l'Afrique du Sud, ce qui ne fut pas du goût de Buthelezi.

D'autres parties du territoire sud-africain ont, par contre, été incorporées de force, contre la volonté de leurs résidents, au KwaZulu. Ces *black spots* (taches noires) que les autorités sud-africaines voulaient rayer de la carte ont pour nom KwaMashu (le deuxième township d'Afrique du Sud par le nombre de ses habitants), Umlazi, Lamontville et Chesterville. A chaque fois on retrouvera là des abcès de fixation et l'une des causes des affrontements entre résidents et hommes de main d'Inkatha.

Buthelezi s'est toujours peaufiné une image d'opposant résolu à l'apartheid et aux projets gouvernementaux pour son bantoustan. Ses biographes ne manquent pas de rappeler son expulsion, en 1950, de l'université de Fort Hare, époque où Buthelezi avait adhéré à la Ligue de la jeunesse de l'ANC, pépinière de cadres.

Gatsha Buthelezi va pourtant abandonner rapidement ce chemin radical pour venir succéder en 1953 à son père à la tête du clan Buthelezi, fort de 20 000 hommes. Les autorités sud-africaines mettront 5 ans avant de ratifier son accession à la chefferie.

La création d'Inkatha

Au cours des années soixante-dix, après la création de l'Autorité territoriale du KwaZulu, Gatsha Buthelezi va gravir les échelons jusqu'à devenir, en 1976, Ministre-en-chef de ce bantoustan. C'est aussi la période où il réactive une organisation à vocation culturelle *Inkatha ka Zulu*, qui n'avait pas survécu aux années trente.

Buthelezi la rebaptise *Inkatha ye Nkululeko ye Sizwe* (Liberté de la Nation) et la transforme en organisation politique. Ce sera son parti, son porte-voix, son moyen de contrôle sur la population du KwaZulu et son atout maître pour asseoir sa crédibilité.

Inkatha a vocation de parti unique au KwaZulu, Buthelezi "a souvent parlé du caractère inapproprié d'une opposition organisée à l'intérieur du système politique du KwaZulu estimant que la politique traditionnelle était une politique de consensus et qu'en particulier les Zoulous devaient demeurer fidèles à leur passé. L'assemblée (du KwaZulu) tomba d'accord avec cette proposition en 1974, adoptant une motion demandant au ministre de l'Administration bantoue et du développement de donner pouvoir au KwaZulu de contrôler ou d'interdire des partis avant l'indépendance". (2)

Inkatha et la police du KwaZulu, la différence est parfois mince, n'auront de cesse de faire la chasse aux militants anti-apartheid opposés à Buthelezi, ou refusant tout simplement son autorité. Ils s'en prendront aux étudiants contestataires, aux habitants d'une localité qui résistent à leur incorporation dans le KwaZulu, ou qui refusent l'adhésion en masse à Inkatha.

Le 5 mai 1984, les nervis d'Inkatha at-

taquent le meeting que l'UDF organisait pour célébrer le 1er mai. Le 29 mars 1986 la deuxième conférence du Comité national de crise de l'enseignement (NECC) se tient à Durban pour débattre de la question du boycott scolaire, alors très activement suivi, quand les hommes de mains, d'Inkatha, l'attaquent après avoir incendié les locaux du COSATU.

En décembre 1986, 200 amabuthos d'Inkatha pénètrent de nuit dans le township de Mphophomeni après une "panne d'électricité". Dans ce township se trouvaient des ouvriers et des responsables syndicaux du syndicat de la métallurgie, le MAWU, engagés dans la longue grève de BTR Sarmcol. Quatre personnes sont enlevées et assassinées, dont deux syndicalistes et la fille d'une troisième qui seront brûlés vifs (un pneu enflammé autour du cou).

En février-mars 1987, près d'une dizaine de syndicalistes du COSATU sont tués au Natal. Le 1er novembre dernier, Jay Naidoo, secrétaire général du COSATU, invité à la conférence sur l'investissement organisée par l'hebdomadaire économique *Financial Mail*, déclarait, à l'assistance composée d'hommes d'affaires : "Nombre de nos membres qui travaillent dans vos usines au Natal ont été tués ou blessés lors d'attaques de bandes itinérantes vouées à détruire toute activité étrangère à Inkatha". (*Weekly Mail* novembre 1987).

Le 1er mai 1986, Inkatha qui ne décolère pas de voir le COSATU piétiner ce qu'il considère comme une chasse gardée, avait franchi le pas de la guerre ouverte en lançant l'Union des travailleurs d'Afrique du Sud (UWUSA).

Non seulement cette organisation n'a pas débordé des sanctuaires d'Inkatha où elle se livre au recrutement forcé, sans succès notable, mais le moins que l'on puisse dire est qu'elle a plutôt prouvé son caractère anti-ouvrier que son caractère syndical. A preuve, jusqu'à sa démission courant 1987, l'UWUSA a eu pour secrétaire général Simon Conco, un homme d'affaires qui cumulait cette fonction avec celle de ministre du Travail du KwaZulu !

Le "nationalisme" zoulou

Inkatha s'appuie sur un réseau de branches locales qui se livrent à l'intimidation en utilisant des éléments déclassés, des jeunes désœuvrés. Mais ce sera aussi le lieu politique d'accueil des élites sociales zouloues tirant leur revenu de la canne à sucre ou d'autres récoltes et du commerce, ainsi que de l'appareil traditionnel des chefferies de clan et de l'appareil bureaucratique du bantoustan. Là se trouve concentrée ce que Shula Marks a appelé "la politique de l'ambiguïté" (3). Inkatha a des allures de parti unique comme on en rencontre en Afrique noire néocoloniale : embrigadement de la population au travers d'une bureaucratie et par le clientélisme, mobilisation des préjugés ethniques, "nationalismes" réactionnaires, emplois et logements liés à l'appartenance au mouvement, etc.

Buthelezi se trouve pris entre ses prétentions nationales, à l'échelle du pays, et son exaltation du "nationalisme" zoulou ; entre son adhésion au modernisme libéral et son attachement aux traditions ancestrales ; entre sa critique du régime et sa propre dépendance à son égard, à ses institutions.

Sur ce dernier point, Buthelezi aime à rappeler ses déclarations hostiles à l'apartheid et en faveur de la libération de Nelson Mandela. Cela ne l'empêchait pas, en 1979, de saluer le projet de formation d'une constellation d'Etats d'Afrique australe, cher à Botha, comme une preuve de l'abandon par ce dernier de la doctrine d'apartheid.

De même, s'il prônait le suffrage universel dans un Etat unique durant les années soixante-dix, il se déclarait prêt à y renoncer en 1985.

Au début des années quatre-vingt, Buthelezi se trouve confronté à un double défi. D'une part les mobilisations anti-apartheid ne cessent de se renforcer, l'ANC réapparaît de plus en plus à l'intérieur du pays, de l'autre P.W. Botha, qui a succédé en 1979 à J.B. Vorster, a entamé ou mis en chantier des réformes : commissions Wiehahn sur les syndicats, Riekert sur l'*influx control* (contrôle des mouvements de la population noire), conférence de la Bonne Espérance sur le développement industriel, etc.

L'option régionale

Le choix de l'option régionale, ce qui deviendra l'option du KwaNatal par la suite, sera la réponse de Buthelezi, et explique son refus réitéré de l'"indépendance" pour le KwaZulu. Tout en restant proche des chefferies zouloues, Gatsha Buthelezi apparaîtra ouvert à des réaménagements constitutionnels dans le cadre d'un dialogue avec les représentants politiques et économiques du Natal blanc, une solution régionale intégrée en quelque sorte.

L'optique du gouvernement Botha quant à elle est une version adaptée de celle de Verwoerd, prédécesseur de Vorster et de Botha, qui fut, dans les années cinquante, le grand maître-d'œuvre de l'apartheid. La conférence de la Bonne Espérance tenue au Cap en 1981 confirmait l'objectif des "10 Etats noirs indépendants", à moitié atteint à ce jour puisque le Transkei, le Ciskei, le Venda et le BophutaTswana sont "indépendants" et que Prétoria espère proclamer bientôt l'"indépendance" du Lebowa et du KwaNdebele, malgré le rejet de cette perspective par l'assemblée de ce dernier en août 1986.

L'innovation de cette conférence et du plan de 1982 qui porte son nom, réside dans la reconnaissance de huit (plus tard neuf) régions de développement industriel dont une seule, la partie occidentale du Cap, n'inclut pas de bantoustan.

2) Jeffrey Butler, Robert I. Rotberg & John Adams, *The Black Homelands of South Africa*, University of California Press, 1977.

3) Shula Marks, "The Ambiguities of Dependence", dans *South Africa*, Ravan, 1986.

Le plan donnait comme soubassement à ces régions les liens fonctionnels existant entre les zones blanches et les bantoustans voisins et proposait la mise sur pied de "Regional development advisory committees" (Commissions consultatives sur le développement régional). Le modèle de la CEE n'est pas très loin dans la tête des concepteurs de ce plan !

Un "réformisme autoritaire"

Une de ces "régions" comprend le Natal (zones blanches), le KwaZulu ainsi qu'une bande de territoire dans le nord du Transkei. A l'exception près de cette portion du Transkei, on retrouve l'idée d'une entité regroupant les zones blanches du Natal et le territoire dévolu à la population noire du KwaZulu. Cela voudrait-il dire que Botha est partisan de l'option du KwaNatal ? En vérité, il y a deux volets à la réponse ; l'un répond à la question "la réalité de cette entité est-elle incontournable ?" le second à celle des intentions de Botha.

En ce qui concerne la seconde, il faut souligner que dans les projets conduits par P.W. Botha depuis son accession au poste de Premier ministre, puis de Président de la République, le trait dominant est celui d'un "réformisme autoritaire".

Les projets de développement industriel régional et de gouvernement local introduits par la suite avec les *Regional Services Councils* (Conseils régionaux de services) renforcent les liens entre zones blanches et bantoustans pour un certain nombre de tâches au niveau régional. Mais dans le même temps, ils concentrent encore davantage d'autres tâches au niveau central et en particulier entre les mains de l'exécutif.

Botha ne s'est pas départi de sa politique visant à coopérer des élites noires jusqu'aux niveaux intermédiaires de l'appareil de gestion et d'administration - quitte à irriter l'extrême-droite afrikaner - afin de raffermir son contrôle sur le sommet de l'Etat. Reste la question du KwaNatal et des particularités socio-économiques de ses deux composantes. L'Indaba (débat) sur le KwaNatal est devenu le cheval de bataille tant de Buthelezi que de l'opposition parlementaire blanche qui est majoritaire au Natal. La province est devenue un laboratoire pour mettre au point et tester un système de représentation, d'administration et de plan économique, à un niveau intermédiaire de gouvernement dans le cadre d'un futur réaménagement constitutionnel (on a même assisté à une tentative d'Indaba pour le Cap).

En 1980, Jan Lombard remet au patronat de l'industrie sucrière le rapport qu'il lui a demandé sur l'avenir de la province et les propositions d'aménagement pour préserver les intérêts en place. L'accueil sera favorable ou mitigé de tous côtés.

A l'époque de la conférence de la Bonne Espérance, se réunit la commission Buthelezi qui rassemble, outre les partenaires "métis" et "Indiens" d'Inkatha dans la South African Black Alliance (SABA-Alliance noire sud-africaine), les groupes libéraux blancs, des représentants de l'industrie sucrière du Natal, des Chambres nationales de commerce et d'industrie, des magnats comme Harry Oppenheimer, ainsi que divers experts.

la province du Natal, mettant sur pied des groupes de travail destinés à formuler des propositions concrètes au plan administratif et constitutionnel pour l'ensemble Natal-KwaZulu.

En 1985 est créé le Comité de liaison du secteur privé. Il réunit la Chambre de commerce de la Zone métropolitaine de Durban (DMA), la Chambre d'industrie du Natal, l'Association sucrière d'Afrique du Sud. Ces organisations sont de chauds partisans de l'option "KwaNatal" et vont dès lors développer une politique de pression vis-à-vis du gouvernement.

Chris Saunders, l'un des grands barons du sucre, membre de l'Association du patronat sucrier d'Afrique du Sud, voit dans le

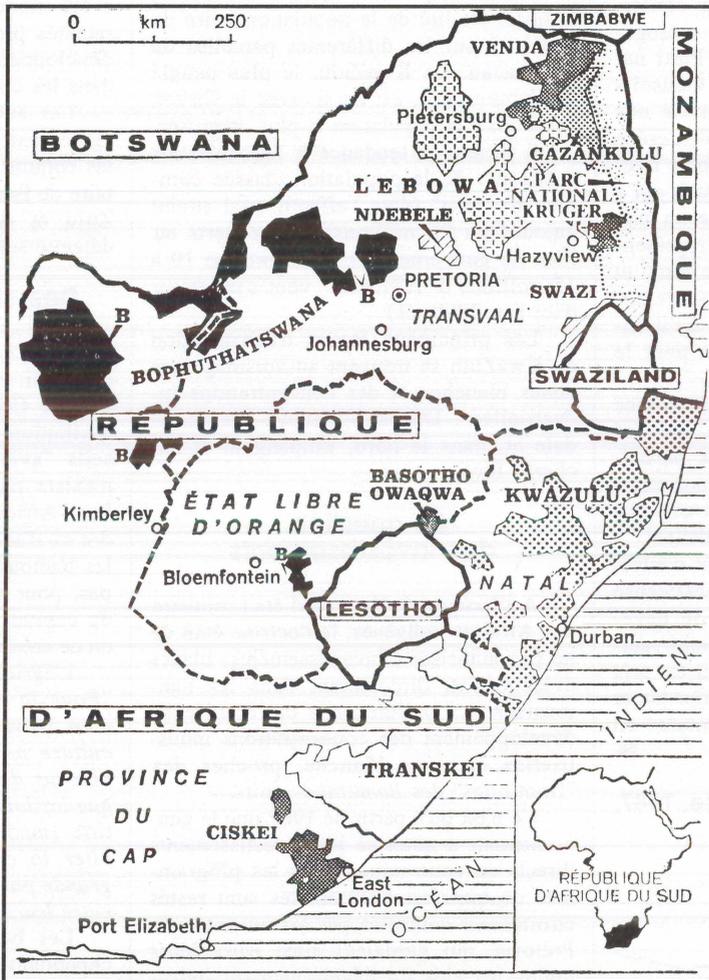
modèle régional la seule alternative à l'Etat unique qui "créerait l'Etat noir le plus puissant du monde et conduirait au marxisme, à une dictature de parti unique, à des révolutions quasi-incessantes, etc." (5). Pourquoi cette adhésion du patronat local à l'option du KwaNatal ? Avant tout, il recherche la stabilité politique, condition absolue de la sécurité de ses investissements, que le gouvernement est incapable d'assurer que ce soit par la réforme ou par les fusils. Le patronat local souhaite, dans la région, un marché de la main-d'œuvre qui soit débarrassé des lourdeurs qui en empêchent la libre circulation, et plus généralement, une rationalisation des infrastructures par la prolongation, vers le KwaZulu, des centres industriels de la région.

Le jeu de Botha

Pour ces raisons, les magnats du sucre ont tout intérêt à la stabilité d'un seul KwaZulu comme entité distincte du reste du Natal, d'autant que cette consolidation se ferait par le rachat de terres par l'Etat en vue de leur incorporation dans le bantoustan, au gré des

découpages et des remboursements. Or, le seuil de rentabilité des usines de canne à sucre tourne autour de 70 à 75% et dépend étroitement d'un approvisionnement intensif, donc d'une grande surface cultivée ce qui rend précieuse toute terre cultivable.

Cependant, si c'est le patronat sucrier qui a été à l'avant-garde de l'option du KwaNatal, il a réussi à entraîner sur sa voie d'autres secteurs patronaux. "Incapable de parvenir suffisamment rapidement à des résultats en faisant pression sur le Parti national (PN au pouvoir - ndlr), mais



Le rapport de la commission est publié en 1982 et se prononce pour l'association KwaZulu-Natal, en faveur d'une économie mixte, de mesures de redistribution économique entre les deux partenaires de l'association, et pour l'évolution vers le libre accès à la terre au KwaZulu (4). Le Parti national au pouvoir se montrera hostile à ce projet tandis que le Parti de la nouvelle république (NRP), qui était encore à l'époque le parti blanc dominant au Natal, commence à prendre ses distances avec Inkatha et à se rapprocher des options gouvernementales.

Par contre, le Parti fédéral progressiste (PFP), qui grignote les positions du NRP, et Inkatha se rapprochent. En témoignage en 1984 l'accord d'Ulundi entre le gouvernement du KwaZulu et l'Exécutif de

4) The Buthelezi Commission, "The Requirements for Stability and Development" dans *KwaZulu and Natal*, H&H Publications (Durban) 1982.

5) Daryl Glaser, "Behind the Indaba : the making of the KwaNatal option", *Transformation* n°2, 1986.

encouragé par les indications selon lesquelles Prétoria répondrait favorablement à des initiatives privées et régionales, le grand capital - y compris les représentants de la Chambre fédérale d'Industrie, l'Institut des Banquiers et l'Anglo-American - s'est engagé dans l'ouverture politique que créerait le KwaNatal" (6).

Cette politique a été payante, puisqu'à partir de 1985, le gouvernement va se montrer plus favorable à l'expérience en cours au Natal. Botha n'adhère pas forcément totalement à l'option du KwaNatal, d'autant que son parti, le PN, demeure divisé et que l'aile la plus favorable à l'option régionale a largement pris le train du KwaNatal en marche.

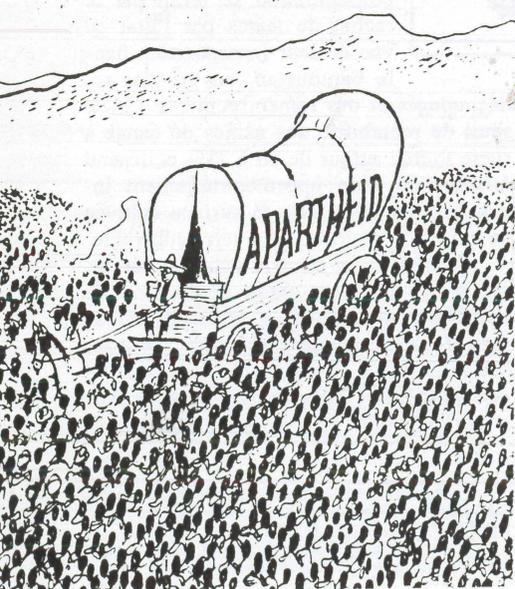
Le jeu de Botha a donc consisté à se rapprocher de cette option tout en conservant pour l'exécutif central des prérogatives conformes aux intérêts du Parti national : en juillet 1987 les Conseils régionaux de services (RSC) ont été mis en place. Le 11 août 1987 a été créée l'Autorité exécutive commune (Joint Executive Authority) du KwaZulu-Natal, qui a pris officiellement ses fonctions en novembre 1987. Elle comprend 10 représentants (3 Blancs, 2 Indiens pour le Natal et 5 Noirs pour le KwaZulu). Le gouvernement laisse par ailleurs entendre qu'il envisagerait une structure similaire pour le Transvaal.

La mise en place d'une solution de ce type implique en tout cas une stabilité politique pour que les différents participants disposent d'une assise et d'une autorité suffisantes. C'est précisément cela qui pose problème à Inkatha et à Buthelezi.

Comment jouer ce rôle s'il est contesté au sein même des zones qu'il est censé administrer, s'il n'empêche pas le développement des forces anti-apartheid radicales ? Pour y parvenir, Buthelezi est prêt à en passer par un bain de sang pour tenter d'écraser ses opposants. Il le démontre en ce moment même au Natal. ■

Décembre 1987.

6) Daryl Glaser, *op. Cit.*



Les spécificités du KwaZulu

Nathan PALMER

CONTRAIREMENT à d'autres régions comme le Reef, où la population ne vit pas, et parfois n'a même jamais vu le bantoustan auquel elle se trouve rattachée, la quasi-totalité de la population noire du Natal vit sur les différentes parcelles du bantoustan. Le KwaZulu, le plus peuplé des bantoustans, est aussi, avec le Ciskei, celui qui a la population la plus urbanisée.

il reflète la tendance à l'urbanisation croissante de la population classée comme "africaine" (dont l'effectif total atteint aujourd'hui 26 millions). Les experts au Plan du gouvernement estiment que 10 à 15 millions d'"Africains" vont s'urbaniser d'ici l'an 2000. (1)

Les principaux foyers d'urbanisation du KwaZulu se trouvent au voisinage des zones blanches et des concentrations industrielles : Durban-Pinetown-Hammarsdale et, dans le nord, Empangani et Richards Bay.

La question des investissements

A l'époque où Verwoerd était ministre des Affaires indigènes, la doctrine était de ne pas autoriser d'investissements, blancs évidemment, directement dans les bantoustans. La préférence a été donnée au développement des concentrations industrielles en zone blanche, proches des "frontières" des *homelands* noirs.

Ce n'est qu'à partir de 1969 que le gouvernement a autorisé les investissements directs en zone noire. Mais les programmes de transfert d'entreprises sont restés étroitement contrôlés par les autorités de Prétoria, qui gardaient ainsi entre leurs mains les clés du développement industriel des bantoustans.

Certaines entreprises ont commencé à s'implanter au KwaZulu, Bata shoes a transféré l'une de ses entreprises de la zone industrielle de Pinetown à Loskop. Intérêt de l'opération : des salaires inférieurs de 2 à 3 fois en moyenne à ceux pratiqués en zone blanche. L'entreprise de meubles B&S Furnitures a déménagé son usine de Krugersdorp à Ezakheni pour les mêmes motifs.

En 1984 le KwaZulu Development Council (Conseil de développement du KwaZulu) avait accepté 28 projets d'implantation dans le bantoustan pour un total de 12,9 millions de rands. Douze émanaient d'Israël, 5 des Etats-Unis, 9 d'Extrême-Orient et 2 d'Europe.

La politique des autorités du bantous-

tan a toujours été d'attirer les investissements étrangers tout en permettant le développement des activités de petites entreprises "africaines".

Contrairement à la plupart des autres bantoustans, le KwaZulu possède un réel potentiel agricole, mais comme dans les autres bantoustans, l'agriculture reste avant tout une agriculture de subsistance et non de profit.

Cela tient à la fois à la surface cultivable et à la productivité des sols. Depuis 1913 et le premier *Land Act*, loi foncière, les "Africains" ne peuvent accéder à la propriété terrienne et les terres les plus fertiles ont, bien sûr, été décrétées "zone blanche".

La structure foncière en Afrique du Sud a été modelée politiquement par des caractères propres, liés aux particularités du développement capitaliste dans ce pays, dans les conditions de l'apartheid.

Les autorités blanches ont ainsi joué également sur les structures traditionnelles comme moyen de contrôle supplémentaire de l'accès à la terre. La terre au KwaZulu et dans d'autres bantoustans est détenue selon le système ancestral.

Des structures ancestrales

Ainsi ce ne sont pas les règles du marché qui régissent l'appropriation terrienne. Celle-ci se fait par héritage ou attribution par les chefferies, sur les conseils "avisés" des autorités blanches. Il n'existe pas de libre marché de la terre. Les "Africains" ne sont pas libres de vendre ou d'acheter de la terre, y compris dans les bantoustans et bien entendu il n'existe pas, pour la population noire, de marché du capital disponible sous forme de prêts ou de crédit.

L'agriculture reste largement féminine. "Pour la plupart des hommes, les gains d'un travail à plein-temps dans l'agriculture ne sont pas comparables à ceux obtenus dans d'autres activités. (...) Tant que les lois sur les mouvements de population empêchent les femmes de venir habiter là où leur mari travaille, la plus grande part de la petite agriculture restera entre leurs mains." (2)

Les besoins de l'agriculture peuvent cependant amener le développement de certaines cultures dans les bantoustans. C'est le cas du sucre. Le long de l'Océan indien, "la côte du Natal est une terre de premier choix pour la canne à sucre ainsi que des portions du KwaZulu. La terre encore disponible pour une extension de la canne à sucre, pourrait devenir très productive. (...) Un système de quota est en place dans la République (sud-africaine) et le KwaZulu a reçu une part à cultiver. Elle est divisée sur avis des 'agents d'extension' qui sont blancs" (3). ■

1) Herman Giliomee, "The Changing political function of the homelands", dans *Up against the fences*, David Philip, 1985.

2) Butler, Rotberg & Adams, *op. Cit.*

3) Idem.